

Comité
Communiste
Internationaliste
(Trotskyiste)

COMBATTRE

POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire



**ESPAGNE : PREMIERES SECOURSES
REVOLUTIONNAIRES** p. 18



N° 23
22 juin 2011
Prix : 1,00 €

*Révolution
et contre-révolution
aux prises en Tunisie* p. 9

**PS - Programme 2012 :
Comment défendre la
bourgeoisie française** p. 4

Contact :
ccit@cci-t.org
Site : <http://cci-t.org>

Sommaire complet.....p 6

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

LA CRISE DU CAPITALISME POUSSE LES MASSES VERS LA REVOLUTION MAIS POUR VAINCRE, IL FAUT UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE

LES NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS DE LA CRISE DU CAPITALISME...

La crise mondiale du capitalisme, qui avait franchi un pas supplémentaire en 2008 ne s'est pas résorbée depuis. Les milliards d'argent public déversés ont sans doute évité l'explosion pure et simple du système, mais ils sont venus, en gonflant la dette, ajouter une menace supplémentaire. Tout montre qu'aujourd'hui, à tout moment, cette crise peut à nouveau se cristalliser, à partir de la Grèce, mais aussi bien des USA eux-mêmes, et provoquer la rupture et la dislocation économique et financière du marché mondial.

La Grèce est en quasi faillite. Non seulement sa chute pourrait entraîner avec elle d'autres pays lourdement endettés comme l'Espagne, le Portugal, l'Irlande ou voire même l'Italie, mais également précipiter dans la chute les créanciers eux-mêmes, dont les banques allemandes et françaises, principales détentrices d'obligations grecques et la banque centrale européenne, gardienne de l'euro, qui avait racheté et rachète encore aux banques privées ces obligations grecques qui passent de plus en plus pour des placements pourris.

Le feu est dans la maison Europe, mais les pompiers sont hésitants et se disputent autour des lances à incendie. Après s'être à nouveau opposées sur les modalités de l'aide à apporter d'urgence à la Grèce, les bourgeoisies allemande et française viennent de trouver un compromis boiteux censé faire participer les banques privées à l'effort de refinancement, mais sur la base du volontariat....

Les USA ont atteint la limite constitutionnelle du déficit

...RADICALISENT LES MASSES EN GRECE ET EN ESPAGNE, APRES LA TUNISIE ET L'EGYPTE

La crise mondiale du capitalisme se combine avec une crise sociale et politique qui touche de plus en plus de pays, sous des formes diverses, allant des grèves, rassemblements et protestations dans le Wisconsin américain jusqu'à la crise révolutionnaire ouverte en Tunisie et en Egypte en passant par les mobilisations en Grèce ou en Espagne. Dans tous les cas, la combativité, la ténacité, le courage et l'inventivité des masses sont telles que l'absence d'un Parti ouvrier révolutionnaire, d'une Internationale ouvrière révolutionnaire est encore plus criante.

Car ce n'est pas faute de mobilisation, en Grèce par exemple, que la population ne parvient pas à écarter la misère grandissante dans laquelle le gouvernement la plonge. Mais que faire face à un gouvernement qui a décidé d'aller jusqu'au bout pour honorer le service de la dette, c'est-à-dire en clair faire payer aux travailleurs les dettes, les intérêts et la gabegie capitaliste, sinon combattre pour le renverser ?

Est-ce l'objectif des directions syndicales qui convoquent

LE ROLE POLITIQUE DES « INDIGNES »

En Grèce, comme en Espagne, les masses qui prennent de plein fouet les plans d'austérité, cherchent une perspective politique, elles essayent de contourner ou de submerger les blocages organisés par les appareils.

Ne trouvant pas de réponse dans les organisations ouvrières, elles se tournent vers les « indignés » dont le programme, en Grèce comme en Espagne, revendique pour l'essentiel la démocratie immédiate, considérant que les partis Parti

public autorisé, avec plus de 14 000 milliards de dollars, dépassant le montant de leur PIB annuel. Ils n'avaient jamais connu pareille situation depuis l'après guerre. A la différence qu'au sortir de la seconde guerre mondiale, étant la première puissance impérialiste mondiale, et de loin, le capitalisme des USA pouvait bénéficier à plein de la reconstruction et des « trente glorieuses » qui ont suivi.

Rien de tel aujourd'hui : d'une part la première place économique des USA est de plus en plus disputée, d'autre part et surtout la surproduction de marchandises, la multiplication des capitaux, réels ou fictifs, qui marquent l'absurdité du système capitaliste, n'ont pas été purgées par les destructions massives d'une nouvelle guerre mondiale.

Il n'y a donc globalement pour la bourgeoisie aucune solution viable et durable, il lui faut gérer la crise au jour le jour. En dépit des affirmations des gouvernements bourgeois, toutes les attaques contre les salariés, les jeunes, les acquis sociaux, les services publics etc. portées dans tel ou tel pays ne peuvent que provisoirement apporter un ballon d'oxygène à la bourgeoisie, mais paradoxalement elles contribuent en même temps à asphyxier un peu plus le système. Cela signifie qu'au bout des mesures et plans d'austérité, il n'y aura pas la reprise, ni en Grèce, ni en France, en Espagne ou ailleurs, mais au contraire une crise encore plus âpre et irréductible.

Tout programme en défense de la classe ouvrière doit partir de là.

journées d'action sur journées d'action, abusivement appelées grève générale ? Pas le moins du monde ! Le parti socialiste grec PASOK a remplacé au gouvernement le parti traditionnel de la bourgeoisie grecque, la Nouvelle Démocratie, à la faveur des élections de 2009. Mais il défend si farouchement la bourgeoisie qu'il vient même de proposer un gouvernement d'union nationale rassemblant les deux partis pour tenir son programme ultra-réactionnaire face aux masses. Quel gouvernement faudrait-il donc mettre en place ? Quelle réponse apportent les partis qui en Grèce se réclament de la classe ouvrière, voire de la révolution ? Aucune.

Même si on peut trouver parfois des discours très radicaux, on cherchera en vain le combat avec l'objectif immédiat d'imposer l'unité des organisations ouvrières pour la grève générale, et non pas les journées d'action sans perspective, pour chasser le gouvernement, pour un gouvernement des travailleurs sur un programme de défense de la classe ouvrière et de la jeunesse, rompant avec le capitalisme, à commencer par la non reconnaissance de la dette.

Populaire, PSOE pour l'Espagne ou Nouvelle Démocratie et PASOK pour la Grèce ne les représentent pas, et dénonce les plans d'austérité pris en liaison avec la Commission européenne et le FMI.

Bien entendu, tout cela ne fait pas un programme pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et laisse largement la place à diverses organisations petites bourgeoises très éloignées de la révolution prolétarienne, voire totalement

opposées. D'ailleurs en Espagne, la direction des « indignés », comme elle contrôlait l'organisation des assemblées, a combattu contre la centralisation politique nationale des assemblées de ville et contre l'adoption d'un programme de revendications ouvrières. Avec le coup de pouce donné en temps utile par les dirigeants du PCE ou de la LCR espagnole.

A Valencia, c'est en bafouant ouvertement les votes et les décisions prises pourtant à une écrasante majorité par l'assemblée que la direction des « indignés » est finalement parvenue à vider la place. Cependant les masses cherchent à utiliser tous les canaux possibles, comme le montrent encore les manifestations massives de dimanche 19 juin en Espagne

EN FRANCE, LES APPAREILS SYNDICAUX VERROUILLENT LA SITUATION

En France, le gouvernement déroule tranquillement la préparation de son plan sur la dépendance des personnes âgées. Toutes les directions syndicales siègent sans désespérer au Conseil économique, social et environnemental qui a commencé la consultation en février dernier et vient de rendre son rapport le 16 juin, dans lequel on trouve entre autre la proposition d'augmentation de la CSG pour les retraités, tout cela amenant aux conclusions que doit faire Sarkozy en juillet.

L'enjeu de cette réforme va bien au-delà d'une simple augmentation des charges des salariés, ce qui est en soi déjà intolérable, car elle privatise en quelque sorte une partie du financement de la sécurité sociale. Pourtant silence radio. Rien ne se passe. La CGT annonce une énième journée d'action...à la rentrée.

SANS QUE LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES N'OUVRENT DE PERSPECTIVE REELLE

Par défaut, l'attention des salariés est donc détournée vers la seule perspective qui apparaisse comme certaine, les élections présidentielles de 2012. La candidature de Strauss Kahn ayant été écartée dans les conditions significatives que l'on sait, nombre de travailleurs et jeunes ont poussé un ouf de soulagement, libérés d'avoir à voter pour le candidat du PS ou du FMI pour tenter de se débarrasser de Sarkozy.

Pourtant, sans que l'on connaisse encore qui sera désigné pour représenter le PS, mais dont on peut vraisemblablement penser qu'il ou elle sera au deuxième tour, le programme du PS apporte déjà en cas de victoire toutes les garanties...pour la bourgeoisie française. Alors que tout programme en défense de la classe ouvrière et de la jeunesse un tant soit peu sérieux devrait à minima comporter l'abrogation des réformes, lois et mesures réactionnaires prises par Sarkozy, rétablir les postes supprimés etc..., on cherchera vainement quelque indication en ce sens dans le programme du PS.

La seule chose qui y apparaisse comme certaine, c'est la création de 10 000 postes de policiers supplémentaires. Le reste est tout entier tourné vers la restauration de la grandeur

UN PARTI POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME, POUR LA PRISE DU POUVOIR PAR LA CLASSE OUVRIERE

Les développements politiques en Espagne et en Grèce, après la Tunisie et l'Egypte, doivent nous avertir que de brusques changements politiques peuvent survenir en France aussi, d'autant que la crise économique peut parfaitement franchir un nouveau cap et brutalement durcir encore toutes les conditions de vie.

Dans tous les cas, la responsabilité des militants révolutionnaires est de chercher à se regrouper, à élaborer et défendre un programme de défense de la classe ouvrière et de

ou celles de Grèce. Les masses qui voient des gouvernements dirigés par des partis socialistes, pour qui elles avaient voté précédemment, leur imposer une austérité sans précédent cherchent une autre perspective gouvernementale.

Cette perspective gouvernementale ne peut être issue que de la lutte des masses elles-mêmes, s'organisant et se centralisant politiquement pour renverser le gouvernement et prendre le pouvoir. C'est précisément pour cela qu'en Espagne comme en Grèce, même sous des formes différentes, toutes les forces politiques attachées à la défense de l'ordre bourgeois, fût-il habillé d'un vernis de démocratie participative, se donnent la main pour contenir et dévoyer le mouvement des masses.

En fait, le refus des directions syndicales d'appeler à la grève générale au moment de la mobilisation sur les retraites, aidées alors par le NPA et quelques autres pour qui il s'agissait seulement de généraliser les luttes à la base, a abouti à une situation où, s'il y a des combats localisés, notamment sur les salaires, aucune perspective saisissable de combat central contre le gouvernement ne se fait jour. Sans surprise, la journée d'action unitaire du 31 mai n'a rassemblé que des cortèges anémiques, les travailleurs en ayant parfaitement compris l'inanité.

Le gouvernement, pourtant fragilisé, dont les forces se divisent, avec un président battant des records d'impopularité, bénéficie ainsi d'un calme entretenu qui lui permet d'avancer.

et de la compétitivité de la France. La nature de ce programme étant clairement donnée, on peut être sûr que le PS français, s'il vient aux affaires, tiendra la barre avec autant de rigueur pour le compte de la bourgeoisie que ses homologues de Grèce, d'Espagne ou du Portugal.

Pourtant, la classe ouvrière et la jeunesse n'auront pas d'autre choix que celui de voter PS au deuxième tour pour écarter Sarkozy ou éventuellement Le Pen fille. Mais le sens de ce vote ne pourra être que de dégager le terrain pour le combat de classe et certainement pas celui d'une quelconque illusion sur le PS au gouvernement.

C'est d'ailleurs ce qui laisse une place sur la « gauche » à la candidature de Mélenchon pour le Front de gauche, qui, avec un discours apparemment plus radical, pourra ratisser les déçus du PS, voire du NPA. Mais la « révolution citoyenne » ou l'« assemblée constituante » qu'il invoque, réminiscence de la révolution bourgeoise de 1789, ce n'est pas un hasard, ne sont que des bonnets phrygiens brandis pour la galerie au bout de piques soigneusement émoussées.

la jeunesse qui ne peut avoir de sens que s'il est axé pour en finir avec le capitalisme, pour la prise du pouvoir par un gouvernement des travailleurs. Il n'y a pas d'autre voie pour sortir de la crise, sauf à considérer comme une solution la poursuite du pourrissement sur pied du capitalisme et des régressions qu'il entraîne. Le CCI(T) est partie prenante du combat pour construire sur ces bases un Parti Ouvrier Révolutionnaire, une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Rejoignez nous.

PS : UN PROGRAMME EN DEFENSE DU CAPITALISME FRANÇAIS

« Redonner à la France un poids et, par là-même une voix dans le monde, telle est l'ambition du Parti socialiste »

Le projet du Parti socialiste 2012, adopté en vue des élections présidentielle et législatives s'intitule : « Le changement ».

Dans ce projet de programme, la direction du Parti socialiste nous livre son analyse du monde, de la crise économique qui n'est pour elle que celle du « *partage des richesses* ». « *Pour accroître les profits, les gouvernements libéraux ont affaibli la protection sociale et le pouvoir d'achat – avec en Europe la passivité (sic !) de certains dirigeants sociaux-démocrates* » (p.7), les Grecs, Espagnols et autres Portugais apprécieront, et les Allemands pas moins, eux qui, avec le gouvernement social-démocrate de Schröder, ont vu la mise en œuvre du plan Hartz 4 qui a programmé un plan de régression sociale tous azimuts : réforme des retraites, gel du pouvoir d'achat, etc...

Quant aux Français eux-mêmes, ils ont fait l'amère expérience de la bonne gestion sociale-démocrate du capitalisme dès 82/83 lorsque, sous le premier gouvernement Mitterrand/Mauroy, les salaires ont été désindexés des prix.....

Dans ce monde où les « vieilles valeurs » occidentales vacillent avec un système capitaliste à bout de souffle, avec l'arrivée sur le marché des nouveaux pays émergents au capitalisme agressif, la direction du PS s'inquiète des crispations des Européens qui perdent confiance dans leur modèle économique et pour lesquels « *la conviction que démocratie et marché, droits de l'homme et commerce vont de pair, est remise en cause par les capitalismes de parti unique ou de mafias qui concurrencent ou supplantent nos économies – comme si la promesse de 1989 et de la chute du Mur de Berlin était ajournée, peut-être même oubliée* » (p.5) autrement dit les effets bénéfiques pour le système de la réintroduction du capitalisme en URSS comme en Chine, qui ont un temps donné de l'air au capitalisme, ont fait long feu.

Qu'est-ce que nous propose le PS dans cette situation de crise qui pèse sur la classe ouvrière et la jeunesse ici comme ailleurs ? Il nous propose un nouveau modèle de développement passant par « *la régulation du système financier, l'abandon du libre échange dogmatique et la soumission des échanges commerciaux aux normes sociales et environnementales qui s'imposent : si les hommes ont créé la mondialisation, ils peuvent la maîtriser* » (p.15)

De fait, nous serions collectivement responsables de la situation dans laquelle la crise du capitalisme plonge la population et la jeunesse de tous les pays du globe. Autant

dire qu'étant tous responsables, il est normal que nous ayons collectivement l'ardoise.

La direction du PS se place en permanence en défense du capitalisme français tout en appelant à la solidarité européenne comme si l'Allemagne ne défendait pas bec et ongles son propre capitalisme et allait laisser gentiment tailler dans ses parts de marché, comme s'il existait un « capitalisme européen » unifié qui permettrait, comme il est écrit page 18, « *une Europe qui s'organise géographiquement avec l'Afrique face aux grandes régions mondiales d'Amérique et d'Asie, en un ensemble régional qui aura pour mission de relever les défis communs comme la sécurité alimentaire, le climat, l'eau, l'énergie, les migrations, la formation .* »

La finalité serait donc que la vieille Europe retrouve son carré africain qui lui échappe de plus en plus et que la France en particulier retrouve son poids comme ancienne puissance



Martine Aubry lors du vote du projet socialiste par la Convention nationale du PS, le 28 mai 2011 à Paris

coloniale et toujours puissance tutélaire sur certaines régions d'Afrique dont elle est menacée de se faire sortir.

L'autre modèle de développement proposé au travers du projet de programme : « *c'est mobiliser autour du redressement national les salariés et les entrepreneurs : ils doivent être des partenaires et non des adversaires...* » (p.15) Vieille chanson de l'association capital-travail aujourd'hui appelée « dialogue social », qui permet à la bourgeoisie, avec l'appui des directions des organisations se réclamant de la classe ouvrière, de faire passer tous les plans nécessaires au capital pour « *renouer avec la croissance* » et faire que la France redevienne « *une nation qui compte* » (p.32).

Ainsi sont remis en selle la présence des salariés dans les instances de décision des entreprises, les Etats généraux sur l'école, sur la santé et toutes les déclinaisons possibles de

systèmes participatifs dans un grand élan démocratique : démocratie politique, vivante, territoriale, sociale etc...(p.28).

Pour mettre en place cet autre modèle de développement, le projet insiste sur ce qui est, de fait, le premier point : l'assainissement des Finances publiques défini comme « *un impératif pour l'avenir et réaliser notre projet* », « *objectif de*

souveraineté politique et objectif de justice » (p.29).

La question de la dette et de son apurement reste extrêmement floue, comment retrouver une croissance autour de 2,5 % à partir de 2013... Ce qui est sûr par contre c'est que « *la progression des dépenses publiques sera maintenue à un niveau inférieur à la croissance* ».

PLAN D'URGENCE 2012 : A L'OPPOSE DE CE QUI EST NECESSAIRE TOUT DE SUITE POUR LES TRAVAILLEURS ET LA JEUNESSE

La dernière partie (p.32) du document indique les Priorités 2012 c'est-à-dire ce que seront les premières mesures urgentes prises par le ou la représentant(e) du PS s'il (si elle) était élu(e) « *pour renouer avec la croissance* ».

La priorité des priorités comme l'indique le premier sous-titre : « *Redresser la France et proposer un nouveau modèle de développement emploi, compétitivité, désendettement : refaire de la France une nation qui compte* » :

Cette première priorité décline un certain nombre de points au premier rang desquels : remuscler la compétitivité, relancer l'investissement par une fiscalité modulée de l'impôt sur les sociétés en fonction de la destination de leurs bénéfices : abaissant cet impôt de 33 à 20 % pour celles qui réinvestissent les bénéfices dans la production et en l'augmentant jusqu'à 40 % pour celles qui privilégient le rachat de leurs actions ou les dividendes de leurs actionnaires.

Pour ce qui concerne l'emploi, le PS nous ressert les emplois-jeunes dans les domaines de l'innovation environnementale et sociale. Pénalisation des licenciements « boursiers » mais pas les autres naturellement ! Proposition aux partenaires européens d'augmenter les droits de douane sur les produits émanant de pays n'ayant pas les mêmes normes en matière sociale, environnementale et sanitaire.

Quant au désendettement, il est proposé de le réduire par la ré-affectation de la moitié des marges financières dégagées. Sur quelle base ? On ne le saura qu'en 2012.

Pour « *changer de modèle et vivre mieux* » : TVA « éco modulable » variable en fonction des produits plus ou moins polluants... sans que l'on sache véritablement ce qui est pris en compte dans le terme polluant : procès de fabrication, utilisation... En tout état de cause, pour la classe ouvrière et la jeunesse cela promet des lendemains douloureux.

Et tout est à l'avenant : allègement de la facture énergétique par la ponction sur les profits des groupes pétroliers pour les aides à l'isolation, le développement des énergies renouvelables et la mise en place de tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité. Là encore que faut-il en attendre ? Le PS s'engage-t-il à maintenir les tarifs encadrés ? Qu'en est-il pour les carburants dont les travailleurs ont besoin pour aller travailler justement ? Plafonnement des loyers dans les zones de spéculation immobilière. Rien sur l'immense besoin de logements sociaux, étudiants, etc...

Pour les retraites, si le PS s'engage à rétablir l'âge légal de départ à 60 ans (mais certainement pas à taux plein NDLR), il s'engage surtout à mettre en œuvre « *la réforme des retraites promise aux Français* » et en particulier sur le fait de permettre des choix individuels. Au fond mettre en œuvre une vraie bonne réforme dont tous les appareils syndicaux et

politiques se réclamant de la classe ouvrière ont convenu avec les représentants de l'Etat et du patronat au sein du Conseil d'Orientation des Retraites qu'elle était absolument nécessaire. Il n'est donc pas question de revenir sur la réforme des retraites en terme d'allongement de la durée de cotisations en particulier.

Pour « *retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle : Services publics : priorité à l'éducation, à la santé et à la sécurité* ».

Sur cette question des services publics, le PS se contente de grandes proclamations qui ne mangent pas de pain et n'engagent que ceux qui veulent y croire : nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la nation, fondé sur la refonte des rythmes scolaires et des programmes, revalorisation du métier d'enseignant... mais aucun chiffre sur les recrutements, l'ouverture des postes aux concours et pas un mot sur le rétablissement des postes supprimés.

Idem pour la santé : « *nous remettrons l'hôpital au cœur du système* », la seule chose sûre, c'est qu'il sera demandé aux jeunes médecins d'exercer en début de carrière dans les « déserts sanitaires ». Comme pour l'éducation, rien sur les effectifs, les recrutements, sur l'ouverture du numérus clausus des études médicales.

La seule donnée chiffrée concerne l'amélioration de la sécurité : 10 000 postes de gendarmes et de policiers de proximité seront créés. De cela seul nous sommes sûrs !

En matière de réforme fiscale, la proclamation est de rigueur également : « *nous ferons en sorte* » (c'est bien le moins) « *que les revenus du capital soient imposés au même niveau que les revenus du travail* » (p.34). Quant à la moralisation du capital financier, elle est abordée sous l'angle européen : « *pour limiter la spéculation et financer la réduction des déficits publics, nous (souligné par moi) instaurerons au niveau européen une taxe de 0,05 % sur les transactions financières* ». C'est là que nous voyons le poids retrouvé de la France !

Enfin « *rassembler les Français et retrouver la promesse républicaine* »

C'est dans cette dernière partie que sont abordés quelques points concernant la lutte contre les discriminations, le mariage homosexuel et l'adoption.

Mais c'est surtout dans ce paragraphe qu'est abordée la question de la politique en matière d'immigration : renforcement de la lutte contre les entrées illégales, régularisation sur la base de critères et contrat d'accueil et d'intégration fondé sur la maîtrise de la langue et la compréhension des droits et des devoirs républicains. Bref pas question de régularisation des sans papiers.

POUR UNE SOLUTION OUVRIERE A LA CRISE

C'est donc un projet de programme de gouvernement totalement en défense du capitalisme que nous donne la direction du Parti socialiste. Si cette orientation n'est pas nouvelle, l'approfondissement de la crise du capitalisme fait apparaître de plus en plus crûment que le PS n'a aucune perspective à avancer, même la plus édulcorée, pour un semblant de défense de la classe ouvrière et de la jeunesse, sans parler d'une perspective d'un socialisme même pour les jours de fête : il n'y a plus de fête, ni de « grain à moudre ».

Par conséquent, l'orientation défendue par la direction du PS est aux antipodes des aspirations des travailleurs et de la jeunesse.

La seule perspective avancée c'est une orientation claire « d'union nationale » entre capital et travail pour venir au secours de la bourgeoisie française et pourquoi pas jusqu'au gouvernement comme cela est proposé par le social-démocrate Papandréou en Grèce pour tenter de juguler le mouvement des travailleurs, de la jeunesse et d'une partie de plus en plus large de la population grecque « saignée » par les plans de rigueur successifs imposés par la crise du système capitaliste, sans espoir d'en sortir ainsi que nous l'écrivions dans le précédent numéro de CPFC :

« Ainsi donc les pays les plus touchés par la crise de 2008 : Grèce, Irlande, Portugal enchaînent-ils plans d'austérité sur plans d'austérité : diminution ou gel des salaires, gel des pensions de retraite, diminution des prestations sociales, etc... sans que pour autant la situation ne s'améliore. Compte tenu des tensions, tant sur le plan social qu'économique, que génèrent ces plans, les agences de notation dégradent les notes des pays en difficulté avec comme résultat d'augmenter les taux d'intérêt des refinancements

nécessaires pour rembourser les dettes, ce qui au final revient à alourdir la dette elle-même, sans aucun espoir d'en sortir sauf à vendre le pays par petits morceaux. ».

Même si les travailleurs et la jeunesse ne nourrissent plus beaucoup d'illusions sur la capacité des vieux partis ouvriers bourgeois tels que le PS et le PC à proposer un programme de défense de la classe ouvrière (sans parler d'en finir avec le capitalisme), il est probable qu'ils s'en serviront encore une fois sur le terrain électoral pour se rassembler tant bien que mal, compte tenu du nombre de travailleurs qui s'abstiennent et par défaut parce qu'aucun autre parti ne les représente, pour en finir avec Sarkozy et son gouvernement.

Même si nous devons sans doute appeler à voter au second tour pour le candidat du PS, nous ne pouvons ni nous en contenter, ni en faire une orientation.

Appeler la direction du Parti socialiste à rompre avec la bourgeoisie est une vue de l'esprit. Le PS qui envisageait de présenter l'ex-directeur du FMI à la présidentielle de 2012 pour représenter « la gauche », la classe laborieuse prenant de plein fouet la crise du système capitaliste qui met son existence même en jeu, ne peut en aucun cas présenter une solution ouvrière à la crise.

Pour cela, l'élaboration d'un programme ouvrier pour sortir de la crise, la mise en place d'un gouvernement ouvrier s'attaquant résolument au capitalisme, la construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire sont indispensables. Et la responsabilité de tous militants révolutionnaires, où qu'ils se trouvent, est à l'aune de la situation faite au prolétariat mondial.

Julie LAROUSSE, le 16 juin 2011.

SOMMAIRE

- Editorial : la crise du capitalisme pousse les masses vers la révolution mais pour vaincre il faut une organisation révolutionnaire.....p. 2
- PS : un programme en défense du capitalisme français.....p. 4
- Les enjeux du « plan dépendance »p. 7
- Tunisie : menaces contre la révolution prolétariennep. 9
- En Egypte aussi, les masses appellent à une seconde révolution.....p. 17
- Espagne : bilan du mouvement des massesp. 18
- L'attaque de Fiat contre ses travailleurs : un avertissement et un enseignement majeurs pour la classe ouvrière internationale.....p. 22
- Turquie : analyse de la 3^{ème} victoire électorale de l'AKP.....p. 24
- Chine grève à Shanghaï, émeutes à Canton, les échéances se rapprochentp. 24
- 140^{ème} anniversaire de la Communep. 26
- Qui sommes-nous ?.....p. 28

LES ENJEUX DU « PLAN DÉPENDANCE »

L'histoire n'est que l'histoire de la lutte des classes, et l'histoire de la sécurité sociale ne saurait relever que du rapport de force entre les classes, sous le capitalisme. Alors que pour tenter de survivre, l'impérialisme en crise doit liquider les acquis ouvriers, la sauvegarde de la sécurité sociale ne saurait, pour le moins, relever que d'un changement de mode de production.

La contre-réforme du « plan dépendance » du gouvernement Sarkozy contre la sécurité sociale n'est qu'un exemple de plus de la volonté de la bourgeoisie française de mettre à genoux sa classe ouvrière. En l'occurrence, il ne s'agit ni plus ni moins, encore une fois, que de « la réaction sur toute la ligne » dont Lénine caractérisait l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.



Nicolas Sarkozy lance le 8 février 2011 le "débat national" avec les "partenaires sociaux" sur la dépendance

La crise que connaît actuellement le système capitaliste, crise générale du système, est une gigantesque crise de surproduction. Le système mondial s'étouffe littéralement. Il produit bien trop de tout que de moins en moins de gens peuvent acheter. Le capital a produit particulièrement trop de capital qui ne sait plus où s'investir pour rapporter toujours et encore plus de profit.

Confrontés à la baisse tendancielle du taux de profit, mise en évidence par Marx, les capitalistes ne peuvent avoir, et n'ont de cesse, de diminuer toujours et encore la masse salariale en rapport des richesses produites. Entre 1980 et 2008 la part des salaires et des cotisations sociales (qui financent la sécurité sociale) a baissé de 8,8 % de la richesse produite. Celle des profits a augmenté d'autant : 5,3 % ont été versés aux actionnaires.

Avec le « plan dépendance » du gouvernement Sarkozy, nous avons affaire à une nouvelle attaque sans précédent contre l'existence même de la sécurité sociale. Il s'agirait d'un démantèlement de plus de cette institution ouvrière.

Déjà la séparation des quatre "risques" (maladie, maternité, accident du travail et maladie professionnelle, vieillesse et veuvage) avec leurs organismes de gestion propres permet la budgétisation, le contrôle et les restrictions en fonction des intérêts de l'Etat (qui fixe le budget général de la Sécu, lequel budget fait partie de "la dette publique"...)

Pour détourner le salaire différé, il y a eu en son temps la fameuse "vignette automobile" qui devait aider au budget

Vieillesse, il y a eu l'introduction de la CSG... et bien d'autres astuces dans chacun de ces "risques" pour permettre l'introduction de l'Etat bourgeois, la mise en concurrence et la privatisation partielle de secteurs entiers (hôpitaux, formations, assurances)

Rappelons qu'un seul euro privé dans une entreprise publique et c'est la recherche de la rentabilité et du profit pour cet actionnaire-là !

Par exemple les EHPAD, qui sont le centre (financier) de cette campagne (au sens militaire), sur la dépendance, ne sont pas des maisons de retraites publiques. Ils ne font pas partis de hôpitaux publics-secteurs de longs séjours qui, eux, sont amenés à disparaître avec leurs personnels qualifiés. Ce sont des établissements "semi-publics", sous contrats et conventions avec l'Etat.

Par exemple un directeur d'EHPAD peut venir de l'hospitalisation publique, du secteur public territorial ou de secteurs associatifs et/ou commerciaux ! Les titres du personnel changent aussi avec leur statut et qualification : Maîtresse de maison, gouvernante, hôtesse d'étage...

Jusqu'à présent nous connaissons les multiples remboursements de médicaments jugés insuffisamment efficaces alors que le Médiateur ne l'était point pour les profits du laboratoire Cervier. Et chaque année le déficit « abyssal » de la sécurité sociale nous est resservi par l'Etat bourgeois pour justifier les coupes sombres « nécessaires » à la « sauvegarde » de la Sécu. Les braves gens !

Chaque année, l'Etat exonère le patronat de cotisations sociales à la hauteur de trente milliards d'euros, soit bien plus que le fameux « trou » de la sécu. Or il ne s'agit ni plus ni moins que d'un formidable hold-up sur la part des salaires différés pour le financement solidaire des frais afférents aux soins de tous. Cette solidarité concrète selon le grand principe : « à chacun selon ses besoins », a été obtenue de haute lutte par la classe ouvrière française au vingtième siècle, et reste enviée dans le monde entier.

Jusqu'à présent la sécurité sociale finance 93 % des soins et l'APA finance 83 % des frais de prestations sociales nécessitées par la perte d'autonomie (courses, cuisine, ménage...), l'ASH (aide sociale à l'hébergement) finance à 30 % les personnes très dépendantes, le reste étant à la charge des personnes et des familles.

En 2002, l'Etat et les conseils généraux finançaient à parité l'APA. Aujourd'hui les conseils généraux financent cette allocation à hauteur de 70 %. Le désengagement de l'Etat bourgeois ne laisse planer aucun doute en ce domaine comme en tout autre : « qui doit gouverner la société ? »

Le PS plaide tout au plus pour un financement paritaire tel qu'en 2002. Mais il ne compte nullement remettre en cause les intérêts des capitalistes. Pas plus qu'il ne compte remettre en cause le système capitaliste. Ainsi propose-t-il l'augmentation de la CSG et des droits de succession.

Quand on sait que la CSG provient à plus de 80 % de la poche des salariés, on s'aperçoit tout de suite de la nullité sociale du projet du principal parti ouvrier-bourgeois, prétendument opposé à la politique de Sarkozy. Et il est aisé de deviner sur quelles couches sociales vont peser

essentiellement la fameuse prise en compte des ressources et du patrimoine de la personne et de sa famille, préconisée tant du côté du PS que de l'UMP.

A aucun moment, le PS ne remet en cause le hold-up que commet chaque année l'Etat sur les parts de salaires différés dévolues à la Sécu, puisqu'il y a lui-même contribué depuis les débuts en 1991-1992, alors qu'il était au gouvernement. (Actuellement 30 milliards d'euros donnés au patronat sous la forme d'exonérations de cotisations sociales ne sont jamais remboursés, mais toujours compensés par les travailleurs avec la CSG, moins quelques milliards d'euros, chaque année).

Ce remède des dirigeants politiques, tenants du système capitaliste, participe du remède général qui est pire que le mal. En abaissant la masse salariale, directe ou différée, nos gouvernants de gauche ou de droite ne peuvent qu'aggraver les contradictions du système capitaliste, et en l'occurrence sa contradiction fondamentale : toujours plus de production d'un côté, toujours moins de possibilité de consommer de l'autre, toujours moins de pouvoir d'achat. Il en va de même dans le domaine de la santé comme dans tout autre.

La solution ne consiste nullement en un quelconque rééquilibrage du partage des richesses tel que divers partis réformistes comme le NPA peuvent le préconiser. Bien entendu nous avons fait état de l'écart grandissant entre la part salariale et la part totale des richesses produites.

Mais la contradiction fondamentale du système capitaliste est d'une autre envergure. Pour tenter de survivre, de maintenir sans cesse, autant que possible, le taux de profit moyen, le capital ne peut que s'en prendre toujours de plus en plus aux travailleurs. Et c'est ce qu'il fait également avec son « plan dépendance » tant le capital ne saurait être qu'un rapport social.

Et c'est précisément parce que le capital est un rapport social que Sarkozy avait annoncé vouloir défaire, ou faire oublier (peu importe), mai 68. Avec le « plan dépendance », sous couvert de la création d'un cinquième risque de la sécurité sociale, mais financé par l'obligation de

souscription de tous à une assurance privée dès l'âge de cinquante ans, et/ou de mettre en jeu les ressources de la famille et le patrimoine, le gouvernement Sarkozy, - avec la bénédiction à peine voilée du PS et le soutien de fait de tous ceux, dirigeants des partis ouvriers et syndicats, qui ne s'opposent pas réellement en ne préconisant pas de chasser la bourgeoisie du pouvoir, en n'invoquant pas la riposte indispensable du « tous ensemble » - permet à la bourgeoisie de poursuivre sa politique.

L'entourloupe se veut une nouvelle fois ficelée dans un bel effet d'annonce. En fait de "création d'un cinquième risque de la sécurité sociale" il s'agit bel et bien de la destruction d'un pan entier de remboursements des soins aux personnes âgées dépendantes jusqu'à présent relevant de la Sécu, pour les donner au secteur privé des assurances auquel il est proposé que nous soyons obligés de cotiser, par la loi, dès la cinquantaine. Les rapaces font le guet, à commencer en particulier par le groupe Mederic du frère Sarkozy.

Revendiquer de manière défensive sur le sujet est juste, mais ne revendiquer que de manière défensive, sous une forme purement « syndicale », sans lier nos revendications élémentaires à la nécessité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir, notamment pour sauver la sécurité sociale - et ses prestations aux personnes dépendantes - ne saurait être tout au plus qu'un vœu pieux, « apolitique », c'est-à-dire purement réformiste à une époque où les réformes ne sont plus possibles.

Car sous le règne de l'impérialisme, toute lutte pour la satisfaction de la moindre des revendications pose la question centrale du pouvoir : « Qui doit gouverner la société ? ».

Comment pourrait-on croire, comme le NPA entre autres, que l'on pourrait obtenir l'abolition de la loi Bachelot tout en gardant Mme Bachelot au pouvoir ? Comment pourrait-on obtenir le retrait du projet du « plan dépendance » du gouvernement Sarkozy, sans chasser le gouvernement Sarkozy ?

Jérôme GALLOIS, le 16 juin 2011.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM : Prénom :

Adresse :

E-mail (facultatif) :

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5, 00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse qui me sera indiquée en contactant le mail suivant : ccit@cci-t.org

Signature :

MENACES CONTRE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Révolution et contre-révolution sont aux prises en Tunisie (ainsi d'ailleurs qu'en Egypte). Du jeudi 5 au lundi 9 mai, des manifestations, parfois violentes, ont déferlé à Tunis et dans la plupart des grandes villes. Essentiellement de la jeunesse qui, aux cris de « *il faut une nouvelle révolution* », a occupé le devant de la scène alors que la situation économique et sociale des travailleurs, entraînant notamment un chômage massif, ne cesse de se dégrader.

La cause immédiate de ces soulèvements spontanés : les déclarations provocatrices d'un ex-ministre de l'intérieur du premier gouvernement de transition, selon lequel un coup d'Etat serait inéluctable en cas de victoire du principal parti islamiste Ennahda aux élections à la Constituante prévues le 23 octobre prochain. Mais avec la décomposition sociale, économique, politique, en cours dans le pays, et qui s'accompagne de la résistance des masses, tout conduisait à l'affrontement.

La répression de ces manifestations, quasi-permanentes pendant cinq jours, a été féroce. La police a tiré à balles réelles à Tunis, faisant un mort et des centaines de blessés dont nombreux (cinq d'entre eux entre la vie et la mort) n'ont pu avoir accès aux hôpitaux, sur la pression des forces de l'ordre. Pour mater les manifestants et ramener « l'ordre », un couvre-feu a été décrété.

La presse bourgeoise locale et internationale a mis l'accent sur les déprédations (incendies et saccages de bâtiments



Des policiers en civil et en uniforme arrêtent un manifestant, à Tunis, le 6 mai 2011

divers) commises, dit-elle, par les jeunes. Si l'on ne peut exclure des provocations policières pour tenter de discréditer les manifestants, de la part de l'appareil d'Etat hérité de l'ère Ben Ali et à peine remanié depuis janvier, il est clair que ces affrontements ouvrent une nouvelle phase de la lutte implacable qui se développe entre la bourgeoisie tunisienne et le mouvement révolutionnaire des masses.

DES VAGUES DE GREVES INCESSANTES DEPUIS JANVIER

Ce tournant dans la situation n'est pas une surprise pour qui suit attentivement le développement des luttes de classes en Tunisie.

Rappelons que dès la chute de Ben Ali, le 14 janvier, consécutive à une puissante montée des masses durant un mois, après l'immolation d'un jeune chômeur à Sidi Bouzid le 17 décembre, la classe ouvrière est intervenue sur son propre terrain, provoquant la déconfiture de la dictature. Et d'abord, là où elle est concentrée, et pas seulement dans la région des mines de phosphates dans le Centre-sud et où elle a mené d'importants combats grévistes depuis des années.

La chute de Ben Ali est d'ailleurs intervenue le jour même où une grève générale imposée par la base à la direction de l'UGTT, la centrale syndicale, a accompagné jusqu'à Tunis même, le soulèvement des masses et leur irruption sur la place publique.

La Riposte, un groupe se réclamant du trotskysme (membre de la Tendance marxiste internationale) et organisé en fraction dans le PCF, a publié le 14 mars un Manifeste international sur la révolution arabe qui résume assez bien jusqu'où est allée, dès les premiers jours, l'initiative des travailleurs :

« Lorsque Ben Ali s'est enfui, les Comités révolutionnaires ont pris le pouvoir au niveau local – et, dans certains cas, au niveau régional. A Redeyef, dans le bassin minier de Gafsa, il n'y a pas d'autre autorité que les syndicats. Le commissariat a été incendié, le juge a fui et la mairie a été occupée par le syndicat local, qui y a établi son QG. Des meetings de

masse sont régulièrement organisés sur la place principale où les dirigeants syndicaux prennent la parole. Des Comités ont été constitués pour gérer les transports, l'ordre public, les services publics locaux » (voir le site www.lariposte.fr.)

Cette simple description, très parcellaire, de la situation à la mi-janvier, montre déjà que ce qui a permis la chute de Ben Ali et se développe depuis dans tout le pays est une véritable révolution prolétarienne. La classe ouvrière affirme ainsi son rôle dirigeant dans le soulèvement et, dans le même mouvement, constitue partiellement ses propres organes de pouvoir.

Pourquoi les Comités de toutes sortes, de vigilance, de quartiers, de villes et villages, etc., n'ont-ils pas réussi à se centraliser au niveau du pays tout entier et imposer leur propre pouvoir contre les divers « gouvernements provisoires » qui détiennent toujours à Tunis la réalité du pouvoir central de l'Etat ? C'est une des questions-clé de cette révolution, et qu'il importe de comprendre. Faisons d'abord remarquer qu'à notre connaissance, toutes les organisations se réclamant du mouvement ouvrier en Tunisie, (groupes, partis et syndicats) se refusent à reconnaître que cette révolution est ouvrière dès son origine, dans sa nature même.

Si une dualité de pouvoirs n'a pu encore se constituer, c'est que la classe ouvrière et les masses ne sont pas encore parvenues à surmonter les obstacles politiques que les « démocrates » de tous bords mettent sur leur chemin. Mais la révolution continue par les moyens classiques de la grève et de la manifestation.

Dans les semaines qui ont précédé la crise de début mai, la Tunisie a connu un redoublement de grèves et de protestations ouvrières. Partout les travailleurs et les jeunes revendiquent du travail et de meilleurs salaires. Partout aussi, le patronat refuse l'application des accords salariaux et des conventions collectives obtenus avant ou après la chute de

Ben Ali.

Les masses sont exaspérées face au retour en force de la police et aussi de l'armée de l'ancien régime : bref elles ne supportent plus le maintien de l'appareil répressif qui permet au patronat de relever la tête. D'où le cri d'une « nouvelle révolution » apparu dans la rue lors des journées de mai.

LA BOURGEOISIE TUNISIENNE ET L'IMPERIALISME S'INQUIETENT

La bourgeoisie tunisienne s'inquiète. Ainsi l'un de ses quotidiens, Le Temps, écrit-il, en mai, que « la période de transition démocratique est marquée par des mouvements incontrôlés de revendications souvent excessives, de sit-in et de manifestations de contestations parfois houleuses, de pillages et d'insubordination, mouvements qui mettent à mal l'autorité de l'Etat, dissuadent les investisseurs, menacent la cohésion sociale, fragilisent l'économie nationale qu'ils risquent de mettre à genoux ».

Citons quelques exemples parmi des centaines, mais significatifs : en mai, British Gas Tunisia, premier producteur de gaz naturel, a menacé de fermer l'usine au bout d'une semaine de protestation des habitants de la région réclamant des emplois et ayant bloqué pour 48 h l'activité avant d'être évacués. Des arrêts de travail et des sit-in du personnel ont eu lieu à l'aéroport de Tunis pour exiger la réintégration de la Société Tunisie Catering dans la société mère Tunisair. Une grève a duré près d'un mois à l'aéroport de Monastir et s'est étendue à maints secteurs dans toute la ville. Fin mai, une grève générale a mobilisé toute la population laborieuse de la ville de Regueb, siège du gouvernorat d'où est partie la révolution, non loin de Sidi Bouzid. Fin mai encore, la fédération UGTT des agents et employés des postes et télécommunications a déclenché un mouvement de grève exigeant notamment la renationalisation des services publics.

L'impérialisme français suit de fort près la situation et se fait l'auxiliaire de la répression. D'abord en interdisant l'entrée en France des jeunes Tunisiens qui fuient le chômage et la misère, chassant et refoulant les malheureux qui ont pu franchir la frontière dite de « Schengen » (laquelle accorde le droit de libre circulation aux personnes dans l'Union européenne) qui leur est interdite.

Le 18 mai, Essebsi, vieux politicien bourgeois du temps de Bourguiba et actuel premier ministre, a été reçu par Sarkozy à l'Elysée qui l'a assuré de sa « volonté très claire d'accompagner la transition en Tunisie ». Le soutien de la France à la Tunisie concerne tous les domaines, notamment « économique et social ».

De son côté, François Fillon a précisé à son hôte déférent que « la France entendait demeurer le premier partenaire de la Tunisie ». Première application de cette politique : Claude Guéant, le ministre de l'intérieur de Sarkozy, en visite à Tunis en mai, a proposé d'installer un centre militaire de formation professionnelle à Gafsa, là où avaient eu lieu les grandes grèves de mineurs de 2008 annonçant la montée du prolétariat tunisien.

Quant au G8 réuni à Deauville fin mai sous la présidence de Sarkozy, il a demandé au FMI et autres banques internationales, dont la Banque islamique, d'accorder à la Tunisie et à l'Egypte (où les grèves, « interdites par l'armée » ne cessent de se développer) des prêts respectifs d'environ 35 milliards de dollars « pour aider les pays arabes à établir un Etat de droit (primauté de la loi, transparence des affaires) » écrit Le Monde qui en précise le « puissant volet économique » en ces termes :

« Pour pallier le doublement du prix du blé et la hausse d'un tiers du prix des carburants en un an ainsi que le recul des recettes touristiques, les prêts serviront d'abord à rééquilibrer des budgets et des balances courantes ».

Cette « aide » devra être remboursée avec intérêts par les gouvernements « démocratiques » que l'on entend mettre en place, ce qui ne peut qu'accroître la dette extérieure de ces Etats au bord de la faillite.



Manifestation antigouvernementale, à Tunis, le 6 mai 2011

Dans une situation où le marasme économique fait exploser le chômage, les mesures décidées à Deauville ne sont que des palliatifs pour éviter le pire. La bourgeoisie nationale, terrifiée par la révolution, se refuse à « investir » tant que la paix sociale n'est pas garantie. Citons encore le quotidien Le Temps :

« Nous sommes confrontés à une crise profonde qui affecte le marché

du travail et le statut des gens qui sont au chômage... Depuis plus de 20 ans, la Tunisie n'a pas pu faire baisser son taux de chômage, officiel, resté autour d'une moyenne de 13 à 20 %. (...) Pour la catégorie des titulaires d'un diplôme universitaire, le taux de chômage est de 36 % au Kef, à Siliana, à Kairouan et à Kasserine, de 42 % à Jendouba, de 44,4 % à Sidi Bouzid, de 44,8 % à Gafsa et de 47 % à Kébili ».

Dans un tel contexte et alors que la révolution s'approfondit, il n'est pas, à court terme, de stabilisation possible de la société. Pour la bourgeoisie tunisienne, il est impératif d'en finir avec les « désordres », c'est-à-dire les incursions des masses dans l'organisation du pouvoir (au moins sur le plan local) et dans la propriété.

Mais comment faire refluer le mouvement afin de l'étouffer, voire l'écraser ? L'utilisation de la répression a manifesté ses limites début mai alors que personne ne contrôle le mouvement propre de la classe ouvrière.

LES ILLUSIONS DEMOCRATIQUES DES MASSES

Lorsque les travailleurs sont contraints à entrer en révolution, c'est avec la volonté d'arracher ce dont ils manquent cruellement sur le plan matériel (du travail, un salaire digne, un logement, etc.) et qui leur rend la vie impossible. Leurs aspirations à la liberté et à la conquête des droits élémentaires sans lesquels il n'est pas de lutte possible pour obtenir satisfaction, sont intimement liées à l'espoir d'une vie enfin humaine.

Les masses ouvrières, au premier stade de la révolution, ne savent pas encore que pour arracher toutes les revendications, il leur faudra prendre la direction politique de leur mouvement et instaurer leur propre pouvoir afin d'arracher le pain et la liberté contre une société qui demeure sous la direction des exploités (la bourgeoisie « nationale » et l'impérialisme).

La revendication, avancée par la bourgeoisie et maintes couches de la petite-bourgeoisie et aussi de la classe ouvrière, d'une Assemblée Constituante destinée, prétendent les classes dominantes, à instaurer ces libertés et les promesses d'une prospérité économique en décaillant, trouve un écho profond au sein des masses. Comme l'enseigne l'histoire de toutes les révolutions prolétariennes, en l'absence d'un parti révolutionnaire, les ouvriers insurgés se voient d'emblée dépossédés de leur propre pouvoir naissant par la bourgeoisie elle-même.

Depuis janvier, en Tunisie, sous un vernis pseudo-

démocratique, les gouvernements de transition maintiennent la continuité de l'Etat, c'est-à-dire l'essentiel des forces de répression et une politique au service de la classe dominante, et qui préserve les intérêts de leurs maîtres impérialistes.

La seule façon, pour la classe ouvrière, de sortir de cette impasse politique, est d'affirmer dès le début de la révolution, la seule perspective ouvrant la voie de la victoire, celle de la lutte pour son propre gouvernement (appuyé sur la petite-bourgeoisie en lutte), pour la dictature du prolétariat. Ce programme intègre bien sûr toutes les revendications économiques (droit au travail, au logement, échelle mobile des salaires et des heures de travail, etc.) et démocratiques (droit de grève et de manifestation, toutes les libertés, etc.) tout en avançant ses propres revendications de classe : nationalisation des banques, abolition de la dette, contrôle de l'industrie, notamment hôtelière, plan de développement industriel et agricole appuyé sur les comités ouvriers et paysans, épuration de tous les corps de l'appareil d'Etat béaliste (police, justice, armée), armement des travailleurs, passage de tout le pouvoir d'Etat aux comités ouvriers et paysans fédérés, etc.

Il ne s'agit là que des grands traits d'un programme d'action de la classe ouvrière que seul un parti ou un premier groupement de militants révolutionnaires tunisiens ayant rompu avec toutes les illusions d'une réforme de l'appareil de l'Etat bourgeois, est en mesure d'avancer.

TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIERES SE PRONONCENT POUR UN REGIME « DEMOCRATIQUE »

Or les nombreuses organisations qui se réclament actuellement du mouvement ouvrier, voire de la révolution socialiste en Tunisie, campent sur le terrain de la lutte pour... la « démocratie ». Du fait qu'aucun groupe politique tunisien n'ait reconnu le caractère prolétarien de la révolution, aucun programme d'action de la classe ouvrière ne semble encore être apparu, avec les mots d'ordre transitoires adéquats pour nourrir la révolution des ouvriers et des paysans.

Ainsi, dès les premiers jours de l'effondrement de l'ancien régime s'est constitué le Front du 14 janvier, regroupement politique de type front populaire. Ce Front rassemble, à côté de formations de la bourgeoisie, tels le Mouvement des Unionistes nassériens et le Courant baasiste (« de gauche »), la Ligue de la gauche travailliste, le Mouvement des Nationalistes Démocrates (Al-Watad), la Gauche indépendante, le PTPD (Parti du Travail Patriotique et Démocratique), le PCOT (Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie, ex-maoïste), ainsi que la Ligue de la gauche ouvrière, la LGO, organisation sœur du NPA, liée à l'Internationale pabliste¹.

Dans sa plate-forme du 20 janvier, le Front du 14 janvier se prononce sur les Comités en ces termes :

« Le Front salue tous les comités, les associations et les formes d'auto-organisation populaire et les invite à élargir leur cercle d'intervention à tout ce qui concerne la conduite des affaires publiques et les divers aspects de la vie quotidienne ».

On comprend qu'en l'absence de la perspective d'un gouvernement des Comités, ceux-ci n'aient pu se centraliser et se heurtent à l'obstacle des groupes et partis disposés à collaborer avec la bourgeoisie dite « nationale ».

Mais, objectera-t-on, le Front du 14 janvier a été à l'initiative de la constitution du Conseil de protection de la révolution qui a groupé au cours de l'hiver les organisations liées au mouvement des masses elles-mêmes organisées en Comités de protection locaux qui poursuivent leur activité par dizaines dans les villes et les villages, mais dans l'isolement, faute de centralisation. Ce Comité de protection de la révolution s'est d'emblée assigné pour tâche de contrôler le gouvernement provisoire, ce qui ne remettait pas en cause la nature bourgeoise, pro-béaliste peut-on dire, des gouvernements Ghannouchi puis Essebsi, ni leur « légitimité ».

Néanmoins, les héritiers de l'ancien parti stalinien de Tunisie, le parti Ettajdid, refusèrent d'en faire partie, lui reprochant de vouloir exercer un trop grand pouvoir au détriment du gouvernement provisoire. On ne saurait donc parler d'une dualité de pouvoir entre le gouvernement de l'Etat bourgeois et les masses ouvrières et paysannes organisées dans leurs Comités. En fait, il s'agit d'une lutte feutrée entre l'Etat bourgeois préservé, son gouvernement et les organisations regroupées dans le Front du 14 janvier, le Comité de protection, et prétendant parler au nom des organisations de masse, ces comités de toutes sortes, relégués dans les localités et les régions.

¹ Les trotskystes fidèles à la méthode de Marx et au *Programme de transition*, désignent du nom de « pabliste » le révisionisme apparu à la tête de la IV^e Internationale au début des années 50 entraînant sa scission. Ce courant perdure toujours (la LCR d'hier en était la section française, le NPA y est politiquement lié) et a été ainsi désigné à partir du nom du secrétaire d'alors de l'Internationale, Michel Pablo, « théoricien » de cette révision des principes et du programme marxistes.

Les staliniens du parti Ettajdid ont défendu avec la plus grande énergie, une fois de plus dans une révolution prolétarienne, les positions de la bourgeoisie. Quant aux groupes et partis dits « révolutionnaires », ils se sont également soumis à une politique de défense de l'Etat bourgeois. De savantes manœuvres pour tenter de stabiliser la

LA POLITIQUE DE SOUMISSION AVANCEE PAR LE PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS DE TUNISIE

Examinons la politique préconisée par le Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie qui aurait rompu tant avec le stalinisme qu'avec le maïsisme dont il s'est un moment réclamé. Dans une interview de son porte-parole Hamma Hammami du 28 février, le PCOT résume sa politique d'une phrase : « Une révolution socialiste n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui ». Ce militant a l'avantage de bien préciser les choses :

« Nous voulons non seulement une démocratie politique mais aussi une démocratie sociale, parce que nous considérons que la révolution actuelle est une révolution démocratique et nationale, une révolution populaire qui doit préparer des changements fondamentaux pour toute la société tunisienne dans l'avenir ».

C'est là la vieille conception de la « révolution par étapes » que l'Internationale Communiste, sous la direction de Boukharine-Staline, a opposée dans le milieu des années 20, d'abord en Chine, balayant tout l'acquis de la révolution permanente sans lequel la révolution d'Octobre n'aurait pu avoir lieu. D'abord installer ou conforter au pouvoir la bourgeoisie nationale au nom de la lutte pour les réformes démocratiques, la lutte pour le socialisme étant renvoyée à un avenir indéterminé. Le PC chinois ayant été contraint d'entrer dans le Kuomintang, le parti de la bourgeoisie, et de renoncer à défendre son programme au sein des masses insurgées, la contre-révolution l'emporta en 1927, écrasant à Shanghai le prolétariat livré sans défense aucune à ses ennemis mortels.

Quels sont les arguments de la direction du PCOT justifiant la nécessité, aujourd'hui, en Tunisie, pour des communistes, de ne pas avancer de programme socialiste dans la révolution prolétarienne qui se développe sous les yeux de tous ?

« Il faut tenir compte des rapports de force politique, explique Hamma Hammami. La classe ouvrière est en retard sur le plan de la conscience et de l'organisation. Le mouvement communiste est encore assez faible dans notre pays, même s'il progresse beaucoup. Les autres classes sont assez présentes par l'intermédiaire du camp libéral, du camp islamiste... Il ne faut donc pas faire de faux pas ».

Or n'est-ce pas le rôle des communistes, des révolutionnaires, que d'avancer les mots d'ordre et les perspectives permettant d'élever le niveau de conscience et d'organisation des travailleurs au lieu de baisser les bras en « présence » des forces de la bourgeoisie : les « libéraux » et autres « islamistes » ?

Le dirigeant du PCOT aborde la question de la petite-

POLITIQUE D'UNION NATIONALE SOUS COUVERT DES ELECTIONS A UNE CONSTITUANTE

Et statu quo politique, sous couvert « d'avancée démocratique ». Qu'on en juge ! Un grand bourgeois tunisien, Yadh Ben Achour³, a publié dans Le Monde du 21

situation dans le cadre parlementaire d'une Constituante octroyée ont été déployées au début du printemps, avec l'espoir avoué de parvenir à faire refluer la révolution avant de l'étrangler par le moyen du nœud coulant de la « démocratie ».

bourgeoisie, elle aussi engagée dans la révolution. Après avoir expliqué que son parti est « pour la nationalisation des grandes entreprises au profit des travailleurs », il ajoute que « cela ne vaut pas pour tous les secteurs de l'économie. Nous effraierions les petits commerçants, les artisans, les petits patrons des nombreux ateliers que compte notre pays, nous les monterions contre la révolution ».

Mais les gros bataillons de la petite-bourgeoisie, c'est la paysannerie et sous prétexte que celle-ci, « chez nous, n'est pas organisée et enregistre en général un très grand retard au niveau de la conscience », Hamma Hammami fait remarquer « qu'il y a des régions où les paysans réclament depuis des décennies la terre que de grands capitalistes leur ont confisquée mais qu'ils travaillent néanmoins ».

Et comme les paysans, selon lui, ne veulent pas entendre parler de « collectivisation », notre dirigeant conclut curieusement, qu'à la campagne « on pourra passer de façon graduelle et diversifiée au socialisme, tout en maintenant l'unité la plus grande du peuple ». L'élaboration d'un programme agraire adapté aux conditions concrètes de la paysannerie tunisienne est, tout comme le programme d'action de la classe ouvrière, renvoyé aux calendes grecques, au nom de « l'unité du peuple », c'est-à-dire du maintien du statu quo économique et social².

² Voici comment Hammam Hammami rend compte du mouvement des comités apparus dès le début de l'effondrement de l'ancien régime : « Au niveau de l'organisation, les militants se sont très vite organisés en comités. Dès le premier jour de cette révolution, il y a eu dans certains villages un vide de pouvoir réel. Ensemble avec les démocrates, nous avons alors appelé les gens à s'organiser. Ce qu'ils ont fait dans les villages et dans les régions, parfois dans des assemblées, qui s'appellent « assemblées populaires » ou « assemblées de sauvegarde de la révolution », parfois en comités ou en ligues, cela dépend. Ici, à Tunis, les gens se sont organisés en comités populaires ou comités de quartier. Ils ont choisi leurs dirigeants parmi les militants les plus actifs au cours de cette révolution. La structuration est encore faible et embryonnaire. Il n'y a pas encore de véritable centralisation au niveau national. Mais, petit à petit, ces comités se sont transformés en comités qui discutent de la situation et de l'avenir et de ce que la population peut faire ».

Accordons au PCOT qu'il ait joué un certain rôle dans la mise en place des Comités et des Assemblées de base. Dès lors, pourquoi n'a-t-il pas pris l'initiative de les appeler à se centraliser ? Parce qu'il ne veut pas que se constitue une véritable dualité de pouvoirs qui poserait ouvertement la question du gouvernement ouvrier et d'un autre Etat, l'Etat des conseils ou des comités. C'est l'exemple classique d'une politique d'adaptation à l'ordre existant, que justifie la théorie de la révolution par étapes.

avril une interview qui donne quelques clés permettant de comprendre comment la classe dominante de ce pays se dispose politiquement pour tenter de faire refluer la

révolution sous les fourches caudines de la « démocratie » parlementaire.

Présenté comme un éminent constitutionnaliste, M. Ben Achour préside depuis le début du printemps la *Haute Instance de réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, chargée de préparer les futures élections tunisiennes*. Cette instance a succédé à une commission de réforme politique, mise en place par le gouvernement provisoire dès le début de la révolution, et chargée de réviser les textes (c'est le terme officiel définissant les objectifs assignés à cette commission) qui avaient permis, à l'époque de Ben Ali, d'assurer l'emprise de son clan mafieux sur l'économie et la société.

Aujourd'hui, pour la bourgeoisie tunisienne, il s'agit d'en finir avec le provisoire et l'instabilité gouvernementale, conséquences de la tourmente révolutionnaire.

Or les deux premiers gouvernements provisoires qui se sont succédés au cours de l'hiver, restaient à la merci des masses mobilisées dont la pression renouvelée, notamment au moyen d'immenses manifestations à Tunis, fit tomber, en plus de quelques hauts dignitaires de l'ancien régime, les ex-ministres de Ben Ali maintenus au pouvoir (ainsi que ceux nommés par l'UGTT, la Centrale syndicale ouvrière, et dont les masses refusaient qu'ils gouvernent en compagnie de ministres bourgeois). En fait, jusqu'à présent (début juin 2011), rien n'est vraiment réglé, tant dans les rapports entre les classes que politiquement. Yadh Ben Achour, qui a le mérite de dire lui aussi clairement les choses, s'emploie à ce que l'énergie révolutionnaire des masses soit canalisée dans le cadre d'une reconstruction, « démocratique » bien sûr, de l'Etat bourgeois.

Il explique ainsi qu'à la commission de réforme politique a succédé « un Conseil de protection de la révolution, avec des partis et des organisations de la société civile, (qui) a été créé et conçu comme une sorte de tuteur du gouvernement, ce qui aurait pu conduire à une crise et à un parallélisme de deux pouvoirs, l'un institutionnel, l'autre révolutionnaire. L'instance que je préside est la synthèse de ces deux logiques ».

OUI, IL FAUT UN GOUVERNEMENT OUVRIER, SEUL A MEME DE SATISFAIRE TOUTES LES REVENDICATIONS

La révolution qui continue et se cherche accentue les clivages parmi les militants des organisations dites « révolutionnaires ». La soumission de ces dernières aux objectifs politiques de la bourgeoisie, les rendent incapables de nourrir politiquement le mouvement des masses. Pourtant, Ahlem Belhadj, dirigeante de la LGO, s'interroge, dans *Inprecor*⁴ de mars-avril 2011 sur le bilan de l'immense manifestation de 300 000 personnes du 24 février, dite *Kasbah 2*, devant le siège du gouvernement, place de la Kasbah. Face à cette puissante victoire des masses qui permit de chasser le gouvernement dirigé par Ghannouchi, ex-premier ministre de Ben Ali, et maintenu en activité depuis la chute de ce dernier, cette militante explique :

« La kasbah, la gauche, le Conseil national de la protection de la révolution, les comités régionaux de défense de la révolution – tout le monde demandait un gouvernement « technocrate », pour diriger « administrativement » le pays. Mais à mon avis, l'extrême gauche a commis une erreur en demandant un « gouvernement technocrate ». Le Front du 14

Ainsi au début du printemps, la bourgeoisie tunisienne avançait-elle ses pions. Mais associer des « révolutionnaires » à l'élaboration des institutions futures de l'Etat bourgeois, ne signifie pas que cela soit suffisant pour faire refluer le mouvement. Néanmoins, nos grands et petit-bourgeois, tous « démocrates » jurés, s'emploient à y parvenir. Par quels moyens ?

Ben Achour note que la Haute instance « est composée de 155 membres – ce qui en fait une sorte de parlement ! – représentant douze partis politiques (sur 51 enregistrés en Tunisie à l'époque) – nationalistes arabes, de gauche et d'extrême gauche, qui ont soutenu la révolution ». Sans compter les associations (Ligue des droits de l'homme, en liaison avec l'Union européenne, UGTT, ordre des avocats, femmes démocrates, personnalités connues de l'opposition, représentants des régions). Il oublie d'indiquer que l'organisation patronale UTICA (Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat), le MEDEF tunisien, participe également aux travaux de cette *Haute instance*.

Il affirme que « c'est le peuple qui a imposé l'idée d'une Assemblée constituante, alors que nous nous acheminions vers une élection présidentielle ».

La bourgeoisie tunisienne qui, en janvier, s'accommodait fort bien des institutions léguées par Ben Ali, une fois confrontée à la révolution, a été contrainte de se tourner vers « le peuple » (les masses insurgées) qui exigeait, mais confusément, d'avoir son mot à dire. En ouvrant les bras à ceux qui se prétendent les représentants de ce « peuple », la bourgeoisie croit engager ce dernier à participer au processus de reconstruction de l'Etat bourgeois, en jouant habilement de ses illusions démocratiques.

³ Yadh Ben Achour, fils de l'ancien mufti de Tunis, appartient à une grande famille de la bourgeoisie lettrée tunisienne. Opposé depuis 1992 au clan Ben Ali qui l'avait nommé en 1988 au Conseil constitutionnel de Tunis, M. Ben Achour, défenseur des Droits de l'Homme depuis cette époque, est aussi connu comme spécialiste de droit public et des théories politiques islamiques.

janvier a fait l'erreur de ne pas avancer la revendication d'un gouvernement ouvrier et populaire... »

Cette dirigeante de la LGO, formée à l'école du révisionnisme pabliste (voir la note 1) dont l'arsenal théorique est aligné sur les « théories » staliniennes, utilise l'adjectif « populaire » laissant entendre qu'un « gouvernement ouvrier » pourrait s'élargir à des « forces démocratiques » bourgeoises, ce qui le transformerait en son contraire, un gouvernement de « front populaire ».

Néanmoins, pour elle et d'autres militants peut-être, la conscience se fait jour qu'une « erreur » capitale a été commise par ceux qui sont engagés dans la lutte et croient faire avancer la révolution, et d'une telle gravité que les militants « d'extrême gauche », assez nombreux et influents en Tunisie, sentent la situation leur échapper. Néanmoins la lecture attentive d'*Inprecor* ne permet pas de savoir quelle est l'origine de cette erreur, ou plutôt de cette orientation erronée, qui a permis à la bourgeoisie, en quelques semaines, de détruire le Conseil national de protection en l'absorbant

ainsi que les militants et groupes se réclamant de la lutte des travailleurs, dans le cadre de la « Haute instance » chargée de préparer les élections à la Constituante.

Le président Ben Achour, résume en termes toujours très clairs comment la bourgeoisie a pris politiquement la direction du mouvement, manœuvrant de main de maître à partir de cette orientation qui plaçait sur son terrain la plupart des groupes politiques se réclamant de la révolution :

« Le 11 avril, nous (la Haute instance) avons adopté deux projets de décret-loi, le premier pour créer une instance supérieure électorale, le second sur l'élection proprement dite. Il a été voté par tous les participants, à l'exception de cinq abstentions. Personne ne s'attendait à ce que nous puissions aboutir. Les discussions ont été difficiles, parfois violentes, dans un climat tendu. Mais quand nous y sommes parvenus, tout le monde, à l'unisson, a entonné l'hymne national. C'était un moment très émouvant, plein d'espoir. Pour la première fois dans son histoire, la Tunisie va connaître de vraies élections libres, non manipulées »⁵

Bref, tous les « révolutionnaires », même les abstentionnistes, après trois mois de révolution prolétarienne, se soumettent politiquement aux politiciens bourgeois « démocrates », sous le drapeau de l'unité nationale. Il ne saurait en être autrement, même pour ceux qui se réclament du marxisme, lorsqu'on assigne à la révolution des tâches purement démocratiques dans un cadre parlementaire.

La camarade de la LGO que nous avons citée plus haut a tout à fait raison de déplorer que lors de l'immense manifestation de *Kasbah 2* du 24 février, la perspective d'un gouvernement ouvrier n'ait pas été avancée. Elle ne pouvait pas l'être par le conglomerat politique rassemblé dans le « Front du 14 janvier », pas plus que par le Conseil de protection de la

LA CONSTITUANTE CONÇUE COMME UNE ARME CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ENTRÉ LES MAINS DE LA BOURGEOISIE

Tous les groupements politiques et autres participants à la *Haute instance* se prononcent pour l'élection d'une Assemblée Constituante, conçue comme l'instrument politique par excellence pour, dans le cadre d'une politique d'unité nationale, tenter de légitimer l'Etat bourgeois repeint aux couleurs de la « démocratie » et de le faire accepter par les masses⁶. Il n'est pas exclu qu'elle y parvienne et que les comités ou conseils qui vivent encore, soient étouffés, même s'ils devaient renaître dans l'avenir, tant la révolution prolétarienne en Tunisie semble avoir remué les couches les plus profondes de la société (comme en Egypte d'ailleurs) et que personne ne soit assuré des bienfaits d'une telle Constituante quant à la légitimité des « nouvelles » institutions sanctifiées par les urnes.

Dans un contexte où la jeunesse commence à prendre conscience qu'il faut en Tunisie « une nouvelle révolution », les masses ouvrières et paysannes seront amenées à se convaincre, **dans la lutte et par leur propre expérience**, que la Constituante (dont l'élection a été repoussée du 24 juillet au 23 octobre, exprimant les divergences au sein de la bourgeoisie sur la meilleure façon d'arriver à ses fins), ne saurait régler aucun des problèmes urgents et à long terme de la révolution.

Pour que la conscience des masses s'élève alors à un niveau

révolution.

Dans ces conditions, il était inéluctable que la bourgeoisie, en la personne de Ben Achour, rallie tous les courants affichés de « la gauche radicale », à la perspective d'élections prétendument salvatrices car tous parlaient le même langage de la « démocratie » contre la révolution prolétarienne.

Cependant la contre-révolution ne fait encore que tâter le terrain en Tunisie où le mouvement des masses continue (et s'appuie sur celui des ouvriers égyptiens et des combats de même nature qui se développent dans l'ensemble des pays du Maghreb et du Machrek). S'approfondira-t-il lorsque la masse des travailleurs ouvrira les yeux après avoir fait l'expérience de la « démocratie » ? Il faudrait, et ce n'est pas exclu, que dans le cours de la révolution, une avant-garde se regroupe sur le terrain du marxisme, si le temps lui est accordé pour cela. Néanmoins, la bourgeoisie tunisienne semble avoir marqué un point.

⁴ *Inprecor* est la « Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale » (pabliste).

⁵ Lequel Ben Achour fixe des limites étroites aux pouvoirs de la Constituante en mettant les points sur les i dans son interview au *Monde* :

« Nous préparons un pacte républicain pour imposer à tous ceux qui vont se présenter, une déontologie, un standard politique minimum sur les droits de l'homme et le rejet absolu de la violence. Puis, le gouvernement provisoire présentera sa démission et un nouveau, désigné par l'Assemblée, prendra sa place. Lorsque la nouvelle Constitution sera votée, dans un délai de six mois à un an, des élections seront organisées ».

Tel est le contenu de la Constitution octroyée que la bourgeoisie, avec le concours notamment de « l'extrême-gauche », entend imposer au peuple tunisien avec le secret espoir que les « nouvelles institutions démocratiques » mettront fin à l'existence des Comités, aux grèves, aux manifestations, à la « violence ».

supérieur, elles devront, même en l'absence d'un parti et d'un programme révolutionnaire, appuyer leur combat sur les comités de toutes sortes qui sont apparus et se sont maintenus depuis janvier et dont la centralisation est plus que jamais à l'ordre du jour.

La camarade Ahlem Belhadj aborde le fond de la question dans son interview du 16 mars à *Inprecor* en posant la question : « *Mais que sera une Constituante dont l'élection serait supervisée par un tel gouvernement ?* » (celui de Béji Caïd Essebsi). Cette dirigeante de la LGO imagine les conséquences de la confiscation de l'énergie révolutionnaire par la *Haute instance* et craint l'affaiblissement (elle ne parle pas de leur destruction) des comités ou conseils de base :

« Les nouvelles autorités ont réussi à avoir un à un les candidats sollicités pour faire partie de ce « Haut comité » (elle veut parler sans doute de la « Haute instance », F.L) et de ce fait le camp de la révolution, qui s'organisait, n'est plus très net. Même un leader reconnu du bassin minier est maintenant dans ce « Haut comité » ainsi qu'une personnalité représentative de Kasserine... »⁷

Il n'est pas certain que les résultats des élections à la Constituante donnent un avantage à la bourgeoisie. Etant donnée la profondeur du mouvement révolutionnaire et ses

développements dans d'autres pays, et pas seulement au Maghreb-Machrek, la révolution devrait poursuivre son chemin, bien qu'à tâtons. Mais elle ne pourra s'orienter vers la perspective d'instaurer, quand les conditions seront réunies, le pouvoir des travailleurs à l'échelle du pays tout entier et de tout le Maghreb-Machrek, que si un parti révolutionnaire commence se constituer dès à présent, avant que la contre-révolution n'ait eu le temps de consolider ses positions.

⁶ Les masses tunisiennes sont entrées en révolution pour arracher toutes les revendications : droits et libertés démocratiques, revendications économiques, nationales (abolition de la dette entre autres), etc. Ces aspirations sont exprimées par le mot d'ordre de Constituante souveraine dans le cours d'une révolution prolétarienne éclatant dans un pays semi-colonial. Sans doute la bourgeoisie tunisienne dispose-t-elle d'un Etat constitué depuis 1956, mais cet Etat s'est montré incapable, en un demi-siècle, de régler l'essentiel des tâches démocratiques, du développement économique et social et cela pour la raison qu'il est entièrement inféodé à l'impérialisme, principalement français. On retrouve d'ailleurs une situation du même type dans la plupart des Etats indépendants du monde, et

UNE FAÇON ERRONÉE DE POSER LA QUESTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

D'autres militants de la Ligue de la Gauche ouvrière évoquent cette question décisive en ces termes :

« La tâche de construire le parti dont la révolution a besoin devra être assumée dans le cours même de la révolution ».

C'est ce que préconise Jalel Ben Brik Zoghliami dans une interview du 19 février publiée dans ce même numéro d'Inprecor. Mais ne concevant pas que la classe ouvrière puisse avancer son propre programme socialiste afin de préparer les masses à la prise du pouvoir, il définit ainsi le contenu de la Constituante :

« Plus elle est portée dans les comités populaires, plus elle est liée à ces comités d'auto-organisation locaux et régionaux, plus elle sera celle d'une Constituante populaire et moins celle des notables élus ».

Comme son homologue du NPA en France, la LGO tunisienne n'envisage de « révolution » que par le truchement des institutions parlementaires aux mains de la bourgeoisie. C'est se ranger, à l'image des appareils bourgeois qui contrôlent le mouvement ouvrier, dans le camp des auxiliaires de la classe dominante, ce qui ne peut aboutir qu'à la soumission politique et donc à la destruction des comités et conseils dont on fait l'éloge dans le même temps.

Les militants tunisiens formés dans le creuset d'une organisation qui se réclame de et se prétend la IVe Internationale alors que sa politique centriste oscille entre le réformisme (y compris stalinien) et des positions « révolutionnaires » en paroles, se désolent que les comités et conseils ne parviennent pas à centraliser leurs forces. Pour sortir de l'impasse, il leur faut comprendre que le « parti de la révolution » qu'ils invitent à constituer dans le cours même de la lutte actuelle ne peut-être, comme le PC stalinien en Espagne, qu'un instrument contre-révolutionnaire, puisque destiné à renforcer l'Etat bourgeois et ses institutions

UNE MEME ORIENTATION PETITE-BOURGEOISE EN EGYPTE

Complétons la recension des orientations publiées dans Inprecor concernant les révolutions en cours au Maghreb et

soumis à l'impérialisme. Cela signifie-t-il que le mot d'ordre de Constituante, qui permet de centraliser, dans le cours de la révolution prolétarienne, la lutte de la petite-bourgeoisie et même du prolétariat victime des illusions « démocratiques », contre la bourgeoisie et son Etat, est devenu caduc, contrairement à ce que préconise le *Programme de transition* ? Le marxisme enseigne qu'un tel mot d'ordre ne peut être avancé que s'il est lié à l'agitation incessante de l'avant-garde du prolétariat armée d'un programme d'action et des mots d'ordre transitoires ouvrant la voie au gouvernement des travailleurs et à la dictature du prolétariat. Cette discussion ne peut avoir un sens que dans le cadre de la lutte des masses pour leur propre pouvoir. Quant à la Constituante pour laquelle bourgeois et petit-bourgeois rompent des lances aujourd'hui en Tunisie, ses partisans officiels l'utilisent comme un auxiliaire politique de la contre-révolution. Et cela, faute d'un parti ou d'un groupe révolutionnaire luttant sur le terrain du programme marxiste.

⁷ Il s'agit du bassin minier de Gafsa où se sont produites de grandes grèves en 2008, un des moments précurseurs de l'actuelle révolution. Quant à la ville de Kasserine, elle est, au cœur de la révolution, plus qu'un symbole, là où les masses ont, dès les premiers jours, chassé les fonctionnaires et les forces de répression et organisé leur propre pouvoir.

démocratiques contre le pouvoir naissant mais encore entravé des masses. Si une telle politique se concrétisait, le risque d'une restauration de la dictature en serait la conséquence à plus ou moins long terme.

On pourra nous rétorquer que la déclaration du 22 février 2011 publiée par Inprecor reconnaît qu'en Tunisie et en Egypte, « il s'agit d'un processus de révolution permanente qui combine étroitement les dimensions sociales, démocratiques, de souveraineté nationale, et se répand au niveau international ». Rompant avec le flou artistique de cette caractérisation, la déclaration précise :

« Avec ces victoires (le départ des dictateurs Ben Ali et Moubarak), les peuples de la région arabe retrouvent une immense dignité, celle de leur irruption sur la scène politique de la démocratie et de la lutte des classes ».

Répetons-le : confiner le mouvement des masses sur la « scène politique de la « démocratie », c'est interdire à cette « lutte de classe » de se développer sur le terrain de l'indépendance politique où les masses ouvrières se sont affirmées dès le premier jour, c'est leur interdire toute lutte pour un gouvernement ouvrier, pour le pouvoir des comités et des conseils.

La « révolution permanente » enseigne tout le contraire de ce qu'affirme la déclaration. Il ne s'agit pas de « combiner » différentes « dimensions » de la lutte, mais d'aider la classe ouvrière à se préparer à prendre le pouvoir. Dès décembre 2010-janvier 2011, les masses en Tunisie ont fait irruption sur la scène politique avec leurs propres armes de classe, la grève et la manifestation de masse. Partout, au Maghreb et au Machrek ont éclaté et sont sur le point d'éclater des révolutions prolétariennes que la contre-révolution bourgeoise « démocratique », avec l'aide de l'impérialisme, s'emploie à entraver. Qu'ils y parviennent rapidement et durablement est une autre affaire.

au Machrek par l'examen de ce que nos « révolutionnaires » préconisent en Egypte et en Libye auquel le numéro de mars-

avril de leur revue est aussi consacré.

Inprecor ne publie pas de déclaration particulière concernant la révolution en Egypte. Les militants égyptiens qui s'y expriment, la caractérisent comme étant « *d'abord démocratique* », son contenu « *social* » n'étant pas conçu au sens de la nécessité d'une révolution sociale, c'est-à-dire prolétarienne, pour obtenir satisfaction, mais comme un ensemble de revendications que les syndicats qui se constituent puissamment depuis février sur une base indépendante, devraient arracher à un Etat « *démocratisé* ». Bref, une autre mouture de la « *révolution par étapes* ».

Revenons à la Déclaration du 22 février qui définit en ces termes le programme de la révolution que l'Internationale pabliste préconise en Tunisie, « *programme également porté en Egypte avec un regroupement des révolutionnaires en cours* » :

« C'est tout le système qu'il faut éradiquer, pour établir tous les droits et libertés démocratiques : droit d'expression, droit de grève, droit de manifestation, pluralisme des associations, syndicats et partis, liquidation de l'institution présidentielle et instauration d'un gouvernement provisoire révolutionnaire. Est nécessaire aujourd'hui l'ouverture d'un processus d'élections libres pour une assemblée constituante. Pour ne pas être confisqué par un nouveau pouvoir des oligarchies, ce processus doit s'appuyer sur l'organisation des comités, coordinations et conseils populaires qui ont émergé dans la population. Dans ce contexte, les anticapitalistes lutteront pour les revendications clé d'un programme de rupture avec l'impérialisme et le système capitaliste : satisfaction des besoins vitaux des classes populaires (le pain, les salaires, l'emploi), les droits des femmes, élargissement des protections sociales (chômage, santé, retraite), réforme agraire radicale, socialisation des banques et des secteurs clés de l'économie, annulation de la dette, souveraineté nationale et populaire. Ce programme d'un gouvernement qui serait au service des travailleurs et de la population est défendu en Tunisie par la Ligue de la Gauche Ouvrière. Celle-ci est partie prenante du Front du 14 janvier qui rassemble la gauche refusant le gouvernement Ghannouchi et se battant pour toutes les libertés démocratiques, une Constituante et la satisfaction des besoins fondamentaux ». (Suit un paragraphe indiquant qu'un tel programme est « *également porté en Egypte* »).

Ce programme ne craint pas de se montrer radical dans les termes (« *éradiquer tout le système* », « *rupture avec l'impérialisme et le système capitaliste* », « *gouvernement qui serait au service des travailleurs et de la population* »). En réalité, tout est par-dessus tête car son application est confiée à la Constituante, appuyée sur les comités ainsi subordonnés à la classe dominante. La Constituante, élue par toute la population, ne saurait être une assemblée ouvrière, « *au service des travailleurs et de la population* », comme l'écrit

la déclaration, mais une base légale pour un gouvernement bourgeois à peine rénové et la légitimation de l'Etat « *démocratique* » au service de la classe dominante et de l'impérialisme.

La seule façon de sortir de ce cercle vicieux dans lequel les Ben Achour égyptiens et autres politiciens bourgeois des pays où la révolution affleure, tentent et tenteront de confiner les masses, c'est affirmer ouvertement le programme de la révolution socialiste, ouvrir la seule perspective réaliste permettant de mobiliser les travailleurs au plus haut niveau d'indépendance politique, celle de la préparation à la lutte pour le pouvoir. Dans ce cadre, les aspirations démocratiques et nationales des masses doivent être liées au programme socialiste et les travailleurs se convaincront, par leur expérience propre, de la nécessité de rompre avec la bourgeoisie « *démocratique* ». Alors les illusions quant à la nécessité d'une Constituante tomberont d'elles-mêmes aux yeux de la majorité des travailleurs qui avaient pu croire un instant à ses bienfaits.

Quelques mots enfin sur la révolution en Libye qu'Inprecor qualifie de « *populaire* », porteuse de « *l'exigence d'une véritable rupture avec les anciens régimes dans une perspective démocratique et socialiste* »⁸ La classe ouvrière mondiale ne peut qu'être en accord avec la nécessité d'armer les masses en Libye afin, notamment, de mettre à bas le régime de Kadhafi. Ce que la « *Déclaration du 23 mars* » exprime de la façon suivante :

« Soutenir le peuple libyen et protéger les civils, c'est lui donner les moyens militaires de se défendre contre les massacres des mercenaires de Kadhafi et de se libérer lui-même de la dictature. Les peuples et les armées arabes, en premier lieu les Tunisiens et Egyptiens, peuvent jouer un rôle décisif dans cette aide militaire ».

Confier le sort de la révolution libyenne aux corps des Officiers supérieurs qui sont à la tête des armées des bourgeoisies tunisienne et surtout égyptienne (cette dernière exerçant la continuité du pouvoir répressif que combattent les travailleurs), c'est livrer les masses libyennes à leurs ennemis de classe, les empêcher de s'armer, c'est se prononcer pour la liquidation de la lutte révolutionnaire dans ce pays et dans tout le Maghreb et le Machrek. Nos « *révolutionnaires* » de Paris et d'Europe ont une longue pratique dans la direction des « *luttés* » ayant conduit à la défaite les militants qui ont suivi leurs consignes contre-révolutionnaires : par exemple, dans les années 70 et 80 lors des guerrillas urbaines en Amérique latine. Réaffirmer aujourd'hui une orientation de même nature ne peut aboutir qu'aux mêmes catastrophes. Il est temps pour les militants qui réfléchissent d'en tirer, à temps, tout le bilan politique.

⁸ Voir la « *Déclaration de la IVe Internationale* » (pabliste) du 23 mars 2011 appelant à « *l'Arrêt immédiat de l'intervention impérialiste* » et au « *Soutien à la révolution libyenne* »

En Egypte aussi,

LES MASSES APPELLENT A UNE « SECONDE REVOLUTION »

Comme en Tunisie, les rapports politiques se tendent entre les classes fondamentales de la société égyptienne. Alors que la vague de grèves avait fortement diminué en avril (les patrons et l'armée au pouvoir faisant arrêter, torturer et condamner des centaines de jeunes et de militants ouvriers), la révolution, néanmoins, s'approfondit. Le 27 mai, défiant les injonctions conjointes du Conseil supérieur des forces armées (CSFA) au pouvoir, des Frères musulmans et des fondamentalistes salafistes, à ne pas manifester sous peine des pires châtiments, les masses se sont rassemblées (1 million au Caire, 500 000 à Alexandrie et dans toutes les grandes villes). Ce « vendredi de la colère » qui a fait entendre, comme à Tunis, le cri pour « *une seconde révolution* », marque un tournant dans la situation. Car les travailleurs n'en peuvent plus face à la terreur exercée par l'armée qui a maintenu la loi d'urgence décrétée sous Moubarak, au chômage grandissant, au niveau de vie « effroyablement bas » (selon les « observateurs ») qui ne fait que se dégrader, alors que la bourgeoisie annonce une vague de privatisations des services publics, avec l'aval de l'impérialisme américain et du G8...

Les classes dominantes et l'armée ne cessent de rendre les travailleurs responsables du « *chaos et de la guerre civile* », selon elles menaçants. Les politiciens religieux surenchérisent, considérant grévistes et manifestants comme des « rouges » et des « communistes ». Et pourtant, rien n'est joué. L'armée a fini par autoriser des manifestations pacifiques avec le résultat que l'on sait et que personne n'avait prévu. Car la bourgeoisie est divisée et ne sait comment s'y prendre pour faire refluer et casser le mouvement. Après le 27 mai, les grèves ont repris dans de nombreuses entreprises, le corps quasi unanime des médecins et des personnels de santé (dont les budgets et les salaires sont dénoncés pour leur criante insuffisance), manifestent depuis le 10 mai dans tout le pays et cessent le travail alors que rien ne vient, malgré les promesses du gouvernement.

La conscience se fait jour que l'armée, non encore remise en cause de façon ouverte, a trahi les promesses faites au lendemain de la chute de Moubarak. Mais les masses n'ont pas de perspectives politiques. A la mi-mai, un « Front socialiste » de quatre groupes dits « révolutionnaires » (dont le parti démocratique des travailleurs qui revendique environ 2 000 adhérents) s'est constitué, affirmant vouloir « *coopérer avec toutes les forces progressistes et démocratiques pour des objectifs nationaux communs* ». Cette « opposition » se situant sur le terrain purement nationaliste bourgeois, n'a aucune chance d'être entendue par les masses qu'elle ne peut que mener à l'impasse. Les travailleurs n'ont-ils pas subi, depuis 1952, un tel régime politique sous la forme du nassérisme ? La lutte actuelle exige qu'ils se préparent à exercer tôt ou tard le pouvoir, seul moyen d'obtenir satisfaction dans tous les domaines.

Mais pour cela, il faut au prolétariat égyptien regrouper ses forces les plus conscientes autour d'un programme ouvrier et construire son propre parti de classe. En aura-t-il le temps ? Le sort de la révolution dépend en partie du développement de celle-ci dans les pays du Maghreb et du Machrek ainsi qu'en Europe et dans le monde entier.

F.L., le 12 juin 2011.



Manifestation antigouvernementale, en Egypte, février - mars 2011

ESPAGNE : BILAN DU MOUVEMENT DES MASSES

L'Espagne vient de connaître l'un des mouvements de masse les plus importants depuis la défaite de la République face à Franco. Là, comme dans d'autres pays d'Europe, la classe ouvrière et la jeunesse espagnoles sont confrontées aux affres de la crise du capitalisme : officiellement 21 % de chômeurs et plus de 45 % pour les jeunes !

Comme en France, elles subissent les attaques tous azimuts du gouvernement et du patronat : licenciements, baisse des salaires, dé-réglementation du droit du travail, liquidation des droits sociaux, retraites, etc.

En Espagne, Zapatero et le PSOE gouvernement depuis 2004

LES MASSES S'ENGOUFFRENT DANS LES MANIFESTATIONS CONVOQUEES PAR DRY



Rassemblement à Barcelone, juin 2011

Mais, bousculant tous ces obstacles, tentant d'ouvrir une brèche dans l'impasse collective où les dirigeants des partis ouvriers traditionnels et des syndicats les enfermaient, une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse espagnole ont

REFLUX DU MOUVEMENT

Le premier acte d'une crise révolutionnaire qui s'était ouvert en Espagne s'est provisoirement refermé. Au-delà du bilan nécessaire à mener, intégrant les avancées de ce mouvement mais aussi ses profondes lacunes (dont le niveau de la conscience de classe d'une partie des manifestants), ce fut un immense appel d'air pour la classe ouvrière et la jeunesse espagnoles.

La construction, l'organisation et la centralisation d'une force représentative, indépendante et démocratique de la classe

dans le plus strict respect des exigences du Capital. De surcroît, en Espagne comme en France, les dirigeants syndicaux de l'UGT et des CCOO refusent tout combat centralisé contre le gouvernement et le patronat.

Pour désamorcer la combativité de la classe ouvrière et de la jeunesse, ils multiplient les actions disloquées et sans perspectives pendant qu'ils acceptent de négocier toutes les régressions. C'était le sens de la « Grève Générale » du 29 septembre 2010, véritable journée de dupes ayant pour fonction de faire « chuter » la pression.

relevé la tête. Inspirées par les révolutions en Tunisie et en Egypte, c'est spontanément, en se servant d'un appel « citoyen » démocratique à manifester, et en dehors de tout contrôle des appareils bureaucratiques traditionnels du mouvement ouvrier, qu'ils ont occupé pendant plusieurs semaines et avec une force grandissante les principales places des municipalités.

Dans ces assemblées, toutes les questions essentielles aux travailleurs et à la jeunesse ont été librement discutées : quelles sont les revendications, quelles solutions à la crise, quel gouvernement et quelle politique sont nécessaires ? Mais, peu à peu, en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire à l'échelle de l'Etat Espagnol, ou même d'un regroupement un tant soit peu conséquent de révolutionnaires, la bourgeoisie à travers l'organisation petite-bourgeoise DRY mais surtout du PCE, a repris les choses en main en cassant les AG de façon systématique et coordonnées.

ouvrière et de la jeunesse, telle qu'elle a commencé à apparaître dans les assemblées de certaines villes, l'élaboration du programme des revendications, l'exigence de la rupture des dirigeants syndicaux avec la bourgeoisie, la perspective d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes s'attaquant résolument au capitalisme, furent au cœur de ce processus.

La construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire est fort logiquement indispensable pour défendre cette orientation.

Chronologie du mouvement

En ce qui concerne le bilan, ou plutôt l'esquisse de bilan de ce mouvement unique tant par sa forme que par sa durée, il faut partir des faits dans leur développement chronologique.

Pour cela, nous allons reprendre différents éléments transmis par nos camarades de Germinal qui sont intervenus à Valence.

29 Septembre 2010 : « Grève générale » d'une journée à l'appel des syndicats CCOO et UGT. Cette journée d'action est très largement suivie. Le lendemain de cette journée, les

directions syndicales, en protection du gouvernement, retirent le tapis.

07 février 2011 : Le gouvernement espagnol signe le 2 février avec les syndicats UGT et CCOO et la principale organisation patronale, CEOE un vaste "pacte social", "pour la croissance, l'emploi et les retraites". Cet accord "a comme triple objectif la croissance, l'emploi et la consolidation des comptes publics à long terme", explique le chef du gouvernement, José Luis Rodríguez Zapatero.

LES MANIFESTATIONS DU 15 MAI

15 mai 2011 : A l'image de ce qui s'est produit quelques jours auparavant au Portugal, l'organisation « citoyenne »

Une Vraie Démocratie Maintenant ou DRY appelle pour le 15 mai à des manifestations dans tout l'Etat Espagnol contre

les effets de la politique du gouvernement sur le mot d'ordre vague et alter-mondialiste de « *nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers* ».

DRY est une organisation « citoyenne » inconnue avant le 15 mai. Elle existe depuis peu (quelques mois, selon la presse) mais possède de solides relais dans la « blogosphère » via Facebook et autres Twitter. Sa composition militante continue aujourd'hui encore à être méconnue mais selon son propre site, elle est soutenue par de nombreuses ONG, par

des organisations écologistes de tous types, par des organisations de la « gauche dite radicale », par ATTAC Espagne mais aussi par des organisations petites-bourgeoises réactionnaires se situant ouvertement sur le terrain sectaire et conspirationniste ou pire carrément nationalistes.

Un véritable « patchwork » allant de l'extrême-droite à la gauche radicale » mais tout uni par le respect du système de production capitaliste

LES PREMIERS CAMPEMENTS

Ce 15 mai, l'affluence dans les manifestations est importante dans quelques grandes villes (entre autres à Valence). Mais en aucune façon ces premières manifestations n'ont l'aspect d'un raz de marée. Elles ont été conçues comme des journées « carrées ». Mais ni en ce jour, ni le 16 mai, on ne parle encore du "Mouvement 15M".

Le 15 mai a en fait vu l'apparition de l'organisation petite-bourgeoise DRY sur la scène politique espagnole. Mais quelque chose s'est passé ce jour-là qui n'était pas prévu au programme : en effet, il y a eu 24 arrestations à Madrid après quelques altercations entre un petit groupe de jeunes et la police.

Spontanément, ce soir-là, quelques centaines de manifestants restent la nuit pour exiger la libération des détenus et ils

décident de camper jusqu'au jour des élections locales prévues le 22 mai. À partir d'ici, bien que la presse mystifie le rôle de DRY, l'organisation se démarque nettement des sit-in en les dénonçant de façon directe sur son site. Elle laisse en outre seuls les jeunes face aux forces de répression de l'État.

Mais compte tenu du succès immédiat de ces sit-in, DRY décide de rester aussi dans le campement de Madrid pour essayer de maintenir un contrôle politique sur le mouvement. Dans la presse, de nombreux « prétendus porte-parole » du campement de la place du Soleil de Madrid, tous pro-DRY, apparaissent et s'expriment sur une ligne ouvertement pro-bourgeoise. Dans beaucoup d'autres villes, il commence à y avoir des rassemblements spontanés, mais ces derniers ne sont pas massifs.

LE MOUVEMENT ECHAPPE A TOUT CONTROLE

Le 17 mai à 5 heures 30 du matin, la police évacue brutalement le campement de quelques centaines de jeunes de Madrid. C'est là l'étincelle qui étendra l'incendie sur tout le territoire de l'État Espagnol.

A partir du 18 mai, des dizaines de milliers de personnes s'entassent sur les places des grandes villes en solidarité avec le campement de Madrid. Et dans ces villes se créent de

nouveaux campements. Chaque jour il y a plus d'affluence dans les assemblées.

Ces regroupements composés de jeunes, de travailleurs, de chômeurs, de retraités, échappent complètement au contrôle du mini-appareil de DRY. Les forces politiques et syndicales traditionnelles du mouvement ouvrier espagnol sont aussi absentes de ces rassemblements (PCE, PSOE, UGT, CCOO)

L'ERREUR DE LA BOURGEOISIE

Le 19 mai la plupart des quotidiens espagnols ne parlent pas encore du "Mouvement 15M". Ce jour-là, la Commission électorale centrale, dans la perspective des élections locales, décide d'interdire le regroupement à Madrid. Cette décision lourde de conséquence a constitué une erreur politique de la part de la bourgeoisie.

Elle va au contraire renforcer et nourrir le mouvement. En

effet, la réponse des manifestants qui défient cette interdiction est encore plus massive. La participation aux campements sur les places et aux AG des campements est encore plus importante. Les rassemblements s'étendent dans beaucoup de villes d'Espagne, entre autre à Valence, très affectée par la corruption du gouvernement régional du PP.

LES REVENDICATIONS A CARACTERE OUVRIER DES ASSEMBLEES GENERALES

Comme nous le précisons précédemment, dans ce mouvement, DRY a été débordé pendant au moins deux semaines. Le PCE et le PSOE au début ne sont pas apparus en tant que forces organisées. Du fait de la politique du gouvernement PSOE de Zapatero, ce parti n'interviendra jamais réellement de façon organisée. Un manifestant de Madrid résume à sa façon sa profonde confiance dans le PSOE en déclarant : « *de toute façon le PP ou le PSOE, c'est la même merde* ».

Par contre, comme nous le verrons plus loin, le PCE, même s'il est relativement affaibli depuis les années 70 jouera un rôle extrêmement important dans la dislocation du mouvement.

Mais en ce 19 mai, les assemblées massives ont pris corps indépendamment des appareils et mini-appareils. Elles ont voté leurs propres résolutions, parfois très contradictoires comme c'est fort naturel dans ce type de mouvement parce

que les masses n'ont pas d'expérience. En outre, dès le départ - et ce fut l'une des faiblesses du mouvement - les assemblées ne se sont pas appuyées sur les quartiers ouvriers et populaires ni sur les centres de production industrielle même si à Barcelone une tentative de jonction a eu lieu. Elles n'ont pas exprimé de façon claire, sauf à Valence, leur volonté de se centraliser.

Enfin les appareils (syndicaux et politiques) qui défendent le capital, ont continué à agir discrètement en leur sein ainsi qu'à l'extérieur du mouvement pour l'affaiblir. Mais de tous côtés, selon ce que nous avons appris, les assemblées ont mis au centre de leurs revendications la question de la défense de la santé et de l'éducation publiques, la défense du système des retraites, la lutte contre la réforme du travail, la nationalisation des banques, l'échelle mobile des heures de travail.... Tout cela s'est aussi produit à Valence et ailleurs, mais les appareils ont tout fait pour bloquer ces décisions

d'AG.

AFFOLEMENT AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

En effet, à partir du 19-20 mai, parallèlement à ce débordement politique des masses, a commencé la campagne publicitaire de la bourgeoisie en faveur du "Mouvement 15M". Evidemment cette opération politique avait pour objectif principal d'encadrer les « assemblées incontrôlées » et de les soumettre aux consignes de DRY qui étaient quotidiennement publiées dans les médias. Les semaines précédentes, ils ont volontairement occulté les discussions réelles au sein des assemblées.

Le 21 mai, Germinal publie sa position politique et la diffuse à Valence au moyen de son tract :

« Le moment est unique. Il faut se rendre massivement sur les places, soutenir dans la rue et défendre les assemblées malgré les interdictions. Il faut organiser un réseau dense d'assemblées dans tous les quartiers ouvriers, dans les usines et bureaux, dans les universités pour étendre le mouvement. Il faut centraliser les actions au moyen de comités élisant des délégués choisis dans ces assemblées et révocables à tout moment. Il faut oser rêver qu'il est possible d'organiser la société, l'économie et le gouvernement du point de vue des nécessités des travailleurs et sous le contrôle des travailleurs... »

La situation est telle que, le 22 mai, Enrique Dans, un des « gourous » de DRY ayant pignon sur rue médiatique, s'affole et transcrit dans son blog les inquiétudes profondes de la bourgeoisie espagnole face à ce mouvement des masses:

« À partir de maintenant, (des campements et des assemblées) la dynamique de notre mouvement est en train de faiblir : poussé par les nombreuses questions



« Commission de travailleurs » à Valence

des médias, les campeurs pensent qu'ils sont dans l'obligation de présenter une espèce de "programme politique", de "liste de revendications". Ils commencent à se disputer entre eux. Ils évoquent un grand nombre de thèmes : depuis le logement jusqu'à la nationalisation des banques et des entreprises, en passant par des thèmes comme la mémoire historique ou les centrales nucléaires,...). Si les manifestants veulent que le « mouvement 15M » arrive à faire quelque chose, il faut faire taire les assemblées. Nous nions toute représentativité à ses propositions, parce que tout simplement elles ne sont pas représentatives, et elles ne le seront jamais."

LA LIQUIDATION DU MOUVEMENT PAR DRY ET LE PCE

A partir de ce moment-là, les sympathisants de DRY vont méthodiquement et patiemment détruire les AG. Ils seront aidés en seconde main par les militants du PCE, qui, à travers les paravents de la coalition électorale IU et au sein d'ATTAC, attaqueront les décisions des AG.

Face à cette politique de bousiller les nombreuses assemblées vont continuer à avoir un caractère de masse comme à Valence jusqu'au 2-3 juin. Mais à partir de cette date les trois plus importants rassemblements du pays (Madrid, Barcelone et Valence) ont été confrontés à un phénomène de reflux et de

décomposition même si des manifestants, de moins en moins nombreux, souhaitent coûte que coûte continuer « à lutter » mais sans aucune autre perspective.

A Valence, c'est la position majoritaire de l'AG qui ne réunit plus qu'une centaine de participants. Cette position gauchiste est nourrie politiquement par Izquierda anticapitalista. Par ce tour de passe-passe, les militants de cette organisation refusent de fait de critiquer et de lutter contre la position nationale de la direction DRY.

LA SITUATION EN ESPAGNE EST TOUJOURS PRE-REVOLUTIONNAIRE

Cependant, il est à noter que la réaction spontanée des masses devant chaque attaque répressive de l'Etat semble remobiliser les assemblées. C'est ce que les militants de Germinal ont pu constater à Valence après la quasi liquidation de l'AG du campement de Valence.

Début juin, une manifestation spontanée de 8 000 à 10 000 personnes a eu lieu, suite à l'arrestation de manifestants. Cela témoigne du caractère pré-révolutionnaire qui prévaut actuellement en Espagne, en dépit du reflux actuel du mouvement et qui rend actuelle la conclusion de notre article du bulletin n°21 d'octobre 2010 consacré à la « grève

générale » en Espagne:

« Bref, la situation en Espagne pourrait connaître de nouveaux rebondissements avec l'accélération de la crise du capitalisme. Face à cette situation politique nouvelle, nos camarades du Noyau Germinal se posent ouvertement la question de quel mot d'ordre avancer et de quelles perspectives gouvernementales mettre en avant : gouvernement ouvrier, gouvernement des organisations ouvrières, gouvernement des syndicats, etc. »

Ludovic ANSART (avec l'aide de nos camarades de Germinal), le 17 juin 2011.

Notes

;**Democracia Real YA!** (Une Vraie Démocratie Maintenant!) ou **DRY**, également appelée **Plataforma Democracia Real Ya!**, est une organisation citoyenne petite-bourgeoise créée au mois de janvier 2011 en Espagne et qui s'est affirmée en tant que mouvement politique durant les manifestations et rassemblements de mai-juin 2011 en Espagne. Le mouvement de masse qui a commencé le 15 mai 2011, a attiré l'attention du monde entier sur cette organisation. Elle s'inspire pour partie des méthodes des blogueurs tunisiens et égyptiens. DRY est l'organisation principale du mouvement dit « **Mouvement 15M** ». **PCE** : Parti communiste espagnol. Parti ouvrier-bourgeois. Il ne participe pas au gouvernement mais son « opposition » au PSOE permet de cadenasser tous les mouvements politiques contre le gouvernement Zapatero. C'est la principale composante de la Gauche unie espagnole (IU) regroupement électoraliste à la gauche du PSOE. **PSOE** : Parti socialiste ouvrier espagnol. Parti ouvrier-bourgeois au pouvoir actuellement en Espagne avec Zapatero comme premier ministre. **PP** : Parti Populaire. Principale force politique de la bourgeoisie espagnole. Issue d'un « recyclage » du personnel politique du régime de Franco. **UGT et CCOO** : principales centrales et organisations ouvrières du pays. Elles ont passé le 07 février 2011 un accord avec le gouvernement Zapatero et le patronat dit « Pacte Social ». **Izquierda anticapitalista** : organisation espagnole membre du secrétariat unifié de la 4^e Internationale, le mouvement international dont le NPA est membre

DOCUMENT : LE TRACT DE NOS CAMARADES DE GERMINAL EN DATE DU 21 MAI 2011

À TOUS LES TRAVAILLEURS, À TOUS LES JEUNES

A CEUX QUI SONT SUR LES PLACES ET AUX AUTRES QUI N'Y SONT PAS ENCORE

Des dizaines de milliers de jeunes (étudiants, travailleurs et chômeurs) occupent les places centrales des villes espagnoles et organisent des assemblées chaque jour plus massives et avec une plus grande participation d'adultes.

Le mouvement est extrêmement populaire auprès de tous les travailleurs du pays, parce qu'il traite des véritables problèmes que les masses rencontrent et des solutions pour en finir :

- avec le chômage, qui a fortement augmenté ces derniers temps,
- avec les contrats précaires et les salaires de misère qui ne permettent pas aux jeunes d'être indépendants,
- avec les crédits d'accès à la propriété qui nous étranglent, avec les expulsions locatives, avec les prix des loyers qui ne permettent pas de se loger,
- avec les coupes sociales, la réforme des retraites et les privatisations,
- avec l'utilisation de l'argent public pour sauver les banques privées,
- avec les subventions publiques aux partis politiques, aux syndicats, au patronat et aux Eglises, avec le gaspillage de l'argent pour tous les grands événements d'autopromotion du régime, avec la Monarchie...
- avec la corruption et l'impunité des corrompus,
- avec les interventions militaires espagnoles à l'étranger,
- et tant d'autres choses qui sont décidées contre nous par le pouvoir, pour nous faire payer la crise créée par la faim insatiable de bénéfices du grand capital.

Ils nous disent qu'ils n'ont pas de logement, pas de travail, pas de futur...mais qu'ils n'ont plus peur, et qu'ils refusent d'abandonner les places et assemblées malgré les interdictions de manifester formulées par la commission électorale et les ministres du Gouvernement.

Ils font l'Histoire et ils le savent. Ils ont décidé qu'il était nécessaire de mettre un terme à la dictature des banques et du capital. Ils ont décidé de prendre leur présent et leur futur dans leurs mains et d'appeler pour cela à la démocratie réelle.

Les banques, le patronat, le gouvernement, les dirigeants des partis et des organisations qui travaillent à la défense du système capitaliste, sont déconcertés et pris de panique. Leur pire cauchemar, c'est que ce mouvement s'étende à toutes les couches des travailleurs de l'Etat Espagnol ainsi qu'à d'autres pays.

Le moment est unique. Il faut se rendre massivement sur les places, soutenir dans la rue et défendre les assemblées malgré les interdictions. Il faut organiser un réseau dense d'assemblées dans tous les quartiers ouvriers, dans les usines et bureaux, dans les universités pour étendre le mouvement. Il faut centraliser les actions au moyen de comités élisant des délégués choisis dans ces assemblées et révocables à tout moment. Il faut oser rêver qu'il est possible d'organiser la société, l'économie et le gouvernement du point de vue des nécessités des travailleurs et sous le contrôle des travailleurs. ET il faut s'organiser pour l'obtenir.

Il faut une issue à la crise : mais seuls nous les travailleurs, avec nos méthodes démocratiques propres, nous pouvons la régler :

- Nationalisation des banques sans indemnisation ni rachat !
- Interdiction des heures supplémentaires et réduction de la journée de travail sans réduction de salaire pour mettre un terme au chômage !
- Nationalisation des terrains urbains et plan de logement public pour tous. Abrogation de la Loi sur les hypothèques !
- Retrait des secrétaires généraux Toxo (syndicat CCOO) et Méndez (syndicat UGT) des tables de négociations avec le gouvernement !
- Abrogation du plan de réforme des retraites et de la réforme du travail !
- Plus une seule attaque de plus contre les droits sociaux et le code du travail !
- Retour immédiat de toutes les troupes espagnoles présentes à l'étranger !
- A bas la Monarchie !

Germinal-noyau en défense du marxisme, le 21 mai 2011.

L'attaque de la direction de Fiat contre ses travailleurs :

UN AVERTISSEMENT ET UN ENSEIGNEMENT MAJEURS POUR LA CLASSE OUVRIERE INTERNATIONALE !

L'industrie automobile est l'un des secteurs les plus rentables de l'économie capitaliste et l'un de ceux où la concurrence entre grands groupes est la plus féroce, les restructurations tant des méthodes que des lieux mêmes de la production les plus brutales et dramatiques en termes de coûts humain (exploitation, détérioration des conditions de vie et de travail, licenciements).

Sous l'effet de la concurrence d'abord japonaise, puis à présent coréenne, indienne, chinoise, brésilienne, les grands groupes historiques anglo-américains (General Motors, Chrysler, Ford, British Leyland etc., des noms qui sont à eux seuls de véritables légendes industrielles) ont connu dans les dernières décennies des crises d'une ampleur exceptionnelle qui ont abouti à les vider littéralement de leur substance et à désertifier des régions entières.

UNE OFFENSIVE MEURTRIERE AU CŒUR HISTORIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE ITALIENNE

En décembre dernier, le PDG de FIAT (une entreprise aussi emblématique pour l'Italie que celles précédemment citées l'ont été pour les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne) le gestionnaire italo-canadien Sergio Marchionne, célébré en raison de ses talents de « terminator » à la fois par Obama et par le Président ex-PCI de la République italienne Giorgio Napolitano, s'est en effet livré à un véritable chantage contre les travailleurs.

En faisant sortir l'entreprise de la Confindustria (équivalent du Medef italien), ce grand « innovateur » propose de s'exempter des conquêtes obtenues depuis la Libération par la classe ouvrière sur le droit syndical et le droit du travail, conquêtes sanctionnées par des conventions collectives et des accords inter-confédéraux.

Ayant par ailleurs liquidé l'usine FIAT de Termini Imerese en Sicile, mettant ainsi sur le carreau 2 000 travailleurs et leurs familles, Marchionne fondait ainsi une « New Company » qui réembauchait les ouvriers sur la base d'un contrat individuel, variant d'un site à l'autre.

C'est ainsi qu'à Pomigliano d'Arco (près de Naples, région par ailleurs, on le sait, particulièrement sinistrée et touchée par le chômage, la misère, la délinquance organisée), est imposé une diminution de la durée des pauses de travail, du temps de repas, un travail par équipes de six heures sur six jours travaillés.

De surcroît, ne sont admis à participer à d'éventuelles négociations que les syndicats signataires de l'« accord » (en fait un véritable diktat imposé par le chantage au désinvestissement et à la délocalisation), les récalcitrants étant marginalisés quelle que soit par ailleurs leur représentativité.

A l'usine historique de FIAT Mirafiori (Turin), les mêmes conditions draconiennes de flexibilité des horaires de travail, de diminution de durée des pauses (la suppression de la pause

En France, les difficultés en tout genre de Renault et les toutes récentes et alarmantes informations qui nous parviennent sur les intentions des dirigeants de Peugeot Citroën de fermer à plus ou moins brève échéance les sites d'Aulnay et de Sevelnord illustrent bien cette situation.

Un épisode survenu ces tous derniers mois en Italie est lui aussi bien caractéristique de ce que sont les projets non pas vaguement prospectifs (comme le proclament souvent mensongèrement les dirigeants de ces grands groupes et les divers gouvernements de droite et de gauche qui les assistent dans leur course toujours plus effrénée au profit), mais bien effectifs et tragiquement concrets pour des milliers de travailleurs et pour des populations entières vivant à la périphérie de ces conglomérats industriels.

repas étant même prévue après la réalisation de la fusion envisagée avec Chrysler), sont imposées, avec des aggravations comme l'augmentation du volant d'heures supplémentaires exigibles par la direction et la pénalisation de l'absentéisme pour raisons de santé.

Comme l'ont fait remarquer certains observateurs, ces méthodes « de pointe » constituent un retour à l'omnipotence patronale qui régnait dans la période antérieure à l'organisation du mouvement ouvrier ou encore pendant les vingt années de la dictature fasciste !

L'analogie est d'autant plus troublante que tout ce système repose sur la domestication des syndicats dont toutes les directions ont accepté avec une touchante unanimité de courber l'échine, à l'exception, (mais seulement dans un premier temps de la lutte) de la fédération de la métallurgie (Fiom) de la Cgil.

Pour parfaire le tout, Marchionne a eu recours à la méthode, elle aussi remarquablement « novatrice » et « moderne », de la fameuse carotte et du non moins célèbre bâton.

Après avoir proposé l'organisation d'un référendum à l'usine Mirafiori sur son projet, il a fait de l'approbation majoritaire une condition pour l'investissement de 20 milliards d'euros dans ses usines italiennes, mais au cas où les travailleurs auraient « mal voté », le pactole dont il a tenu à préciser qu'il était la propriété du groupe et donc à la totale discrétion de ses propriétaires, serait allé se valoriser ailleurs !

Dans de telles conditions, il est remarquable que cette consultation du 14 janvier dernier ait abouti à ne donner qu'une majorité exigüe au « oui » (52 % contre 48% de « non), surtout si l'on tient compte du fait que ce sont les secteurs des cadres et employés qui, en votant massivement en faveur du patron, ont largement contribué à faire pencher la balance du mauvais côté.

LA VOLONTE DE RESISTANCE DES TRAVAILLEURS IMPUISSANTEE PAR LA TRAHISON OUVERTE DES BUREAUCRATIES SYNDICALES ET POLITIQUES CENSEES LES REPRESENTER

Les représentants des partis de droite, mais aussi les dirigeants du Parti Démocrate (ex-PCI allié à des fragments de la Démocratie chrétienne et à d'autres politiciens bourgeois, tous ralliés à la cause du « réalisme » économique et des sacrifices que les travailleurs devraient consentir pour préserver le système), les dirigeants syndicaux (y compris ceux de la confédération Cgil dont dépend la Fiom, qui avaient appelé à voter « non » le 14 janvier et organisé une grève générale des seuls métallurgistes le 28 janvier) ont été unanimes pour relayer l'attaque de Marchionne, allant même jusqu'à le féliciter d'avoir par son « inventivité » et sa « compétence » sauvé ainsi l'un des fleurons de l'économie nationale. Un « sauvetage » qui ressemble à s'y méprendre à un étranglement de fort sinistre augure non seulement pour les ouvriers de Fiat mais pour l'ensemble des travailleurs et salariés italiens.

Complètement isolés et privés du soutien naturel de ceux qui devraient être leurs relais politiques et syndicaux, les travailleurs les plus conscients et déterminés ne pouvaient qu'être défaits et se voir une seconde fois trahis, cette fois-ci par les dirigeants de la Fiom qui avaient pourtant adoptés dans un premier temps, on l'a vu, une attitude plus combative.

En effet, le 2 mai dernier, Marchionne ayant renouvelé l'opération « referendum », à l'usine Bertone de Turin, les dirigeants de la Fiom, majoritaires dans cette entreprise, ont cette fois-ci appelé à voter « oui » sous les fallacieux

prétextes de la préservation des emplois et d'une nouvelle stratégie qui, on s'en doute, peut se prévaloir cette fois de la bénédiction de la bureaucratie dirigeante de la Cgil, celle des signatures dites « techniques » consistant à signer des accords léonins qu'on dit désapprouver (le jésuitisme de la direction d'intention a visiblement fait école chez nos bureaucrates, même les plus « radicaux »), tout en bernant les travailleurs avec une illusoire poursuite de la bataille sur le seul plan juridique contre le patronat.

En fait ce retournement de la part des dirigeants de la Fiom jette un éclairage cru, y compris sur leur apparent « radicalisme » antérieur : minoritaires chez Mirafiori, ils pouvaient sans frais se payer le luxe d'apparaître aux travailleurs comme des résistants à l'agression de Marchionne. En revanche, s'ils avaient persisté dans leur opposition chez Bertone, le « non » l'aurait sans doute emporté et inévitablement posé la question qu'ils voulaient absolument éluder, tout autant que les dirigeants encore plus droitiers de la Confédération : celle d'une riposte d'ensemble non seulement des travailleurs de Fiat mais de tous les travailleurs italiens qui subissent sous des formes diverses les mêmes attaques contre leurs conditions de travail et de vie.

Cette riposte unitaire et massive sous la forme d'une grève générale aurait alors été susceptible de remettre en question non seulement le diktat de Marchionne chez Bertone, mais l'ensemble des dispositions scélérates des principaux représentants du capitalisme italien.

LA METHODE MARCHIONNE : UN REVELATEUR ET UNE LEÇON DE CHOSES POUR LA CLASSE OUVRIERE EN ITALIE ET DANS LE MONDE

C'est cette issue que craignent au plus haut point la bourgeoisie italienne, le gouvernement Berlusconi, mais aussi leurs opposants « à fleurets mouchetés » que sont les représentants de la gauche institutionnelle qui ne savent s'indigner que devant les frasques pathétiques d'un dirigeant sénile.

Cet épisode de la longue histoire sociale de la FIAT est ainsi emblématique à plusieurs égards.

Il montre à l'évidence que la véritable lutte pour chasser le gouvernement Berlusconi, au-delà des consultations électorales récentes qui traduisent indiscutablement un rejet massif de la part de la population italienne de ce régime d'affairistes véreux, ne peut prendre tout son sens et son ampleur que si elle s'accompagne d'une véritable offensive de tous les travailleurs contre les mesures de régression sociale qui les accablent et précarisent leurs conditions de vie et celles des générations futures (comme en Espagne, le chômage des jeunes atteint en Italie des proportions insupportables).

Cette lutte pour être efficace et crédible doit immanquablement tracer la perspective d'en finir avec la cause principale de cette débâcle économique, sociale et politique : un gouvernement des travailleurs pour les travailleurs, profondément enraciné dans des structures d'auto-organisation créées et dirigées par eux.

Loin d'être une utopie généreuse mais irréalisable, cette exigence se fait jour, de façon déformée en l'absence d'un puissant parti révolutionnaire qui en propose le programme et

les modalités d'application, par la volonté de résistance sporadique qui s'exprime ici et là chez les travailleurs, isolés et désorientés par les trahisons répétées et les volte-face de ceux qui prétendent parler en leur nom.

Faute de se traduire sous une forme organisationnelle de résistance aux menées patronales et d'opposition résolue aux manœuvres des directions bureaucratiques et des partis de la gauche institutionnelle, les attaques à la Marchionne se multiplieront et s'aggraveront encore, tant la crise systémique du capitalisme est désormais dramatique et généralisée comme le montrent les exemples de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et les processus révolutionnaires inédits qui secouent l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

Dans notre pays, dont les thuriféraires gouvernementaux nous laissent mensongèrement entendre qu'il se trouve dans une position sensiblement meilleure, s'annoncent tous les jours de très inquiétants signes avant-coureurs des mêmes menaces sur l'emploi et sur tous les aspects de la vie quotidienne (emploi, santé, éducation), les militants ouvriers et révolutionnaires doivent analyser des involutions comme celle qu'a connue l'entreprise FIAT en Italie et y puiser des arguments en faveur de l'urgence qu'il y a pour la classe ouvrière, les salariés, la jeunesse à s'organiser dans un puissant parti ouvrier révolutionnaire qui en conjonction avec des organisations similaires au plan international prépareront les conditions d'une contre-offensive victorieuse contre un ordre des choses condamné par l'histoire et porteur de catastrophes et de maux terribles.

B. Rienzi, le 20 juin 2011.

Brèves :

Turquie :

ANALYSE DE LA 3^E VICTOIRE ÉLECTORALE DE L'AKP

Le Parti de la justice et du développement (AK Parti en turc) vient de remporter pour la troisième fois les élections législatives en Turquie, obtenant légèrement plus de 50 % dans ces élections proportionnelles à un tour. Ce résultat a un sens particulier dans le contexte de la Turquie actuelle et pour le comprendre un rappel rapide de son histoire récente est nécessaire.

Jusqu'à la fin des années 90, l'armée qui se pose en garante du système laïque hérité de Mustafa Kemal Atatürk, avait un droit de regard très important dans la vie politique turque, et seuls les partis qu'elle approuvait pouvaient se présenter aux élections. Les putschs, démissions forcées ou interdictions de partis politiques étaient monnaie courante et concernaient avant tous les formations suspectées d'être islamiques ou communistes.

Ainsi, les partis qui se succédaient au gouvernement représentaient avant tout les intérêts de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie occidentalisée et citadine. De plus, ces partis qui n'avaient plus rien à apporter aux masses ont trempé dans des affaires de corruption à répétition, jusqu'à la crise économique majeure de la fin des années 90 durant laquelle le pays avait dû faire appel à « l'aide » du FMI, et où l'incurie des partis au gouvernement n'a pu être dissimulée.

C'est dans ce contexte que l'AKP, issu d'une scission du parti Refah ouvertement islamiste, est arrivé au pouvoir. Avec certains dirigeants qui avaient des origines modestes (le Premier Ministre actuel, Recep Tayyip Erdoğan, rappelle souvent qu'enfant, il avait été vendeur ambulant pour subvenir aux besoins de sa famille), une corruption moindre et une opposition affichée face à une armée étouffante, elle a réussi à fédérer autour d'elle une partie importante du prolétariat, une bourgeoisie anatolienne émergente, des paysans qui venaient de s'installer dans les grandes villes comme Istanbul suite à l'exode rural, les minorités dont les Kurdes et une certaine partie de l'intelligentsia qui voyaient d'un bon œil l'arrivée d'un pouvoir apparaissant comme nouveau en temps de crise.

Depuis lors elle a réussi à trois reprises à remporter les élections législatives qui ont lieu tous les quatre ans. Grâce, entre autres, à la dévaluation massive qui avait suivi la crise économique, l'abolition des barrières douanières avec l'Union Européenne ainsi que les subventions dans le cadre des négociations d'adhésion à l'UE, l'économie turque, « petite Chine de l'Europe », a connu une croissance continue pendant la dernière décennie, permettant de tripler le PIB. L'inflation qui flirtait avec les 100 % durant les années 90 est revenue à des niveaux inférieurs à 10 % et le chômage a reculé, ce qui n'a pas empêché une augmentation des inégalités.

Durant cette période, en partie en raison de l'influence de l'UE et au moyen de procès majeurs, l'AKP a réussi à réduire le poids de l'armée dans la vie politique, même si celle-ci garde encore son mot à dire sur les sujets qu'elle juge cruciaux, comme la reconnaissance du génocide arménien, les droits de la minorité kurde ou Chypre.

En somme, la Turquie vit actuellement une période qui rappelle les Trente Glorieuses, ce qui explique la réélection de l'AKP qui représente avant tout les intérêts d'une nouvelle bourgeoisie anatolienne émergente.

Cependant, cela ne résout nullement les problèmes qui se posent aux masses laborieuses : la question des droits démocratiques et des minorités, en particulier des Kurdes, est loin d'être résolue malgré des avancées limitées. En outre, cette période éphémère de « capitalisme ascendant » touchera inévitablement à sa fin, et les rares avancées que la bourgeoisie peut parfois concéder seront alors inévitablement remises en cause.

La question de savoir quelle classe doit gouverner pour organiser la production non pas en fonction des profits mais pour la satisfaction des besoins des masses reste donc entière, et la construction d'un POR, débarrassé des illusions guérilléristes, staliniennes ou nationalistes, plus que jamais d'actualité.

MUSTI, le 20 juin 2011.

Chine :

GREVE A SHANGHAI, EMEUTES A CANTON, LES ECHEANCES SE RAPPROCHENT

La bureaucratie d'Etat chinoise, qui a prévu de renouveler la direction du PCC (le parti unique qui a restauré les rapports de production capitaliste) lors de son prochain congrès en

octobre 2012, subit de plein fouet les conséquences de la crise économique mondiale conjuguées aux effets des révolutions prolétariennes en cours en Tunisie et en Egypte.

Dès le mois de février ont commencé de petites manifestations dans de grandes villes chinoises, directement inspirées des mouvements révolutionnaires du Maghreb et du Machrek. Des personnalités d'opposition, dont des avocats (ceux qui défendent avec courage les travailleurs les plus démunis contre la corruption des dignitaires), s'exprimant sur Internet, ont été arrêtées. Mais ce n'est là que l'aspect visible de la répression qui frappe partout sans prévenir, multipliant les disparitions, hospitalisations ou détentions de militants.

Fin avril, un puissant mouvement de grève a mobilisé trois jours durant des milliers de chauffeurs routiers indépendants de Shanghai, protestant contre la hausse du prix des carburants. Combinée à l'inflation galopante des prix des denrées alimentaires qui ont augmenté de 11,7 % en un an, les chauffeurs qui se sont endettés pour acheter ou louer leur véhicule, ont à peine de quoi vivre. Les autorités policières des ports de Shanghai se sont d'abord déchaînées contre les grévistes. Mais les actes d'intimidation et les arrestations opérées n'ont pas permis de casser le mouvement. Devant le risque d'extension de la grève à d'autres secteurs, l'annonce d'une réduction des taxes portuaires est laborieusement venue à bout de la grève mais chacun sait que rien n'est réglé et que tout peut redémarrer.

En mai et juin, dans un contexte de grèves ouvrières permanentes contre de très fortes hausses de prix, notamment alimentaires, de violentes manifestations d'ouvriers migrants ont eu lieu dans la province du Guangdong (région très industrialisée de Canton). Du 11 au 13 juin, des milliers de travailleurs ont affronté la police dans de violentes batailles de rue après l'arrestation d'un couple de marchands ambulants que l'on avait cru morts. Le 4 juin (jour anniversaire de la répression des rassemblements de masses sur la place Tien-An-Men à Pékin en 1989), 2 000 manifestants ont pris d'assaut et brûlé les bâtiments du pouvoir à Lichuan (province du Hubei) après la mort, réelle celle-là, d'un enquêteur contre la corruption. En mai, des milliers d'étudiants et de bergers s'étaient insurgés en

Mongolie intérieure, contre le meurtre de l'un d'entre eux par les autorités.

La féroce bourgeoisie chinoise qui gouverne par l'intermédiaire de la bureaucratie ex-maoïste, maintenue en place pour assurer l'ordre, et qui a restauré son pouvoir économique, est prise en tenaille dans des contradictions mortelles. Les hautes sphères sont divisées entre la nécessité de maintenir « l'harmonie » sociale entre les classes sociales antagoniques qui ne cessent de s'affronter (lire CFPC n° 21, « *Où va la Chine* ») lors de milliers d'incidents de masse et les exigences pressantes qui montent d'en bas (augmentation des salaires, mise en place d'un régime de sécurité sociale, libertés élémentaires, etc.) et trouvent un écho au sein de la bureaucratie d'Etat elle-même. Mais rien ne bouge, sinon des explosions telles que la grève des chauffeurs routiers de Shanghai et les affrontements dans le Guangdong. Car la bureaucratie, quoique très consciente que les choses ne sauraient durer longtemps en l'état, est paralysée. Le secret d'une telle situation ? C'est que le pouvoir bureaucratique hérité de l'ère « maoïste » ne saurait être « démocratisé ».

Si au début du printemps, le quotidien chinois People Daily appelait à une plus grande tolérance à l'expression de points de vue différents, Kong Yianghong, bureaucrate très haut placé de la fédération syndicale chinoise officielle, l'ACFTU, déclarait au Washington Post : « *Nous sommes conscients du danger que notre syndicat est coupé des masses* ». Dans le même temps, la répression (« *comme rarement depuis dix ans* », soulignait Le Monde du 14 avril) ne cesse de frapper toutes les classes opprimées de la population ainsi que les militants politiques et ceux de la culture. Après le cauchemar de « Solidarnosc », c'est-à-dire pour eux d'un avenir de style « polonais », les dirigeants chinois observent de très près les développements, tout aussi dangereux pour leur pouvoir, des révolutions en Tunisie et en Egypte qui ne peuvent que trouver un immense écho parmi les centaines de millions des travailleurs de *l'Empire du Milieu*.

DAVID, le 15 juin 2011.



Déploiement de la police anti-émeute à Xintang (Chine), juin 2011

« LA GUERRE CIVILE EN FRANCE - 1871 » DE KARL MARX, COMMENTEE PAR UN EMINENT PENSEUR DU NPA

A première vue, la présentation de textes de Marx (notamment la fameuse « *Guerre civile en France, 1871* ») et Engels (et d'autres extraits de leur correspondance) par Daniel Bensaïd, éminent penseur de feu la LCR et du NPA⁹, semble respecter les grands enseignements de la Commune de Paris. Bien que le style en soit contourné, Bensaïd nous promettant une « *critique marxienne de la modernité* », il est ainsi rappelé que le prolétariat insurgé au printemps 1871 à Paris, en détruisant la vieille machine bureaucratique de l'Etat bourgeois, a réalisé la « *forme enfin trouvée* » de l'Etat ouvrier, Etat « *dépérissant* ». Néanmoins, on s'aperçoit rapidement à la lecture que le bât blesse. Une citation suffira pour comprendre en quoi.

Si la Commune de Paris était, écrit Marx, « *la représentation véritable de tous les éléments sains de la société française et, par suite, le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier, champion audacieux de l'émancipation du travail* ». Et notre savant commentateur du 21^e siècle naissant, d'ajouter : « *Enigmatique formule, qui confie un problème à la postérité, bien plus qu'elle ne lui offre une solution* » (p. 57)

Faut-il entendre que la perspective de toute révolution prolétarienne, celle du gouvernement ouvrier (qui, selon Marx, est aussi le véritable gouvernement national, ouvrant la voie à la dictature du prolétariat) est une énigme, en quelque sorte de même nature que la « chose en soi » de Kant, une réalité ineffable, inconnaissable, « irréaliste », oserait-on dire ?

Eh bien non ! S'efforçant d'analyser ce qui a tout de même eu droit à l'existence, à savoir la Commune elle-même, notre « chercheur » constate qu'« *il apparaît que les premières mesures de cette « dictature », respectueuse du suffrage universel et du pluralisme politique, consiste en une débureaucratization et une démilitarisation de l'Etat-Léviathan. Elles consistent en dispositions qui relèvent de ce qu'on appellerait aujourd'hui une « démocratie réellement participative », et en mesures élémentaires de justice sociale* » (p. 55).

La messe est dite. Qu'est-ce que la Commune de Paris, pour le « grand philosophe » Bensaïd, sinon une forme de la « démocratie participative », fort à la mode dans les années 2 000 ?

Autrement dit, un avatar de la collaboration du capital et du travail. « Réellement participative » cette démocratie accouchant d'un gouvernement élu au suffrage universel par toutes les classes sociales (puisqu'on vous dit que les Communards l'ont fait !). Les staliniens nous avaient déjà joué cette comédie : en dehors de la « démocratie », point de salut pour les travailleurs ! Une « démocratie » « réelle » ou « avancée », bien sûr.

Rappelons qu'en mai 2003, lors de son 15^e congrès, la LCR rayait à l'unanimité de ses statuts le vieil objectif marxiste de la « dictature du prolétariat », se ralliant aux délices de la « démocratie » (bourgeoise). On conçoit que dans cette convergence « philosophique » des réformistes de tous bords, la disparition de Bensaïd, début 2010, ait été l'occasion pour

tous les dirigeants des partis « de gauche » de célébrer et de déplorer la perte (irréparable ?) d'un « grand penseur » du 20^e siècle, un des plus grands, sans doute pour ces messieurs.

Notre préfacier a beau accumuler les citations de Marx, Engels, Luxembourg, Lénine et même Trotsky, pour tenter de donner le change, il ne peut s'empêcher de citer d'autres éminents « révolutionnaires » du 20^e siècle, tels le « philosophe » du PCF, Henri Lefebvre, passé ensuite au PSU, autre chantre de la « démocratie » et qualifié, p. 83, de « *géant de la pensée* ».

Reconnaissons que cet éloge d'un idéologue formé dans le creuset de la « pensée » stalinienne, a été proféré par Guy Debord, dirigeant gauchiste décomposé de « l'Internationale Situationniste », apparue peu avant la grève générale de 1968 et disparue peu après. Guy Debord qui voyait dans la Commune « *la plus grande fête du 19^e siècle* » (p. 84), est longuement discuté par notre commentateur. Pour lui, pas « d'énigme » chez Debord pour qui « *l'émeute aussi devient spectacle* ». Dis-moi qui tu fréquentes...

Trotsky souligne, dans une préface à l'excellent petit livre de C. Talès, publié en 1921 sur la Commune (et réédité aux éditions Spartacus) :

« *Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures.* »

On peut aussi apprendre par la critique des falsificateurs de toutes sortes dont le rôle est d'obscurcir les leçons des grandes luttes du passé que les révolutionnaires se doivent d'assimiler. Car dans la crise qui approche, il ne manquera pas de « philosophes » pour déformer et défigurer ce que nous appelons le programme marxiste qui intègre la grande expérience, toujours vivante, de la Commune de Paris, notamment sur la question de l'Etat.

Quelques mots encore sur une autre révolution, l'insurrection des canuts lyonnais de novembre 1831, qui eut lieu 40 ans avant la Commune de Paris et où les ouvriers s'emparèrent, trois jours durant, de la mairie de Lyon, mais sans savoir que faire de leur victoire, faute d'un programme d'action, lequel ne vit le jour que seize ans plus tard, sous la forme du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels.

Mais ce qui frappa à l'époque la plupart des « observateurs » de ces événements inouïs, c'est l'ordre ouvrier, « *la tranquillité parfaite* » qui régna dans la grande ville avant la répression conduite par l'armée de Louis-Philippe, le roi bourgeois.

⁹ Le livre, paru en 2008 aux éditions La Fabrique à Paris, contient les trois Adresses de Marx à l'Association internationale des travailleurs de 1870-71 et des extraits de la Correspondance de Marx-Engels autour de la Commune avec une longue introduction de Bensaïd, intitulée « Politiques de Marx ». Quant au titre du livre, « *Inventer l'inconnu* », il entend suggérer que la pensée de Marx est « énigmatique » (terme répété deux fois, pp. 20 et 57) sinon incertaine. Mais attendons la fin.

« Cet « ordre dans le désordre », écrit Fernand Rude ¹⁰, le grand historien de la classe ouvrière lyonnaise du 19^e siècle, *étonna beaucoup les contemporains et leur parut souvent plus effrayant que si les canuts avaient laissé les quartiers riches en proie au pillage et à l'incendie*. « On pouvait en induire, dira un participant, la légitimité d'un ordre public pris dans le sein des prolétaires ».

Une dernière citation tirée du *Journal des débats* (décembre 1931) où la grande bourgeoisie, en la personne de Saint-Marc Girardin, « fait, écrit Fernand Rude, un exposé saisissant et presque marxiste de cette « révolution prolétaire » : « Il ne faut rien dissimuler ; car à quoi bon les feintes et les réticences ? La sédition de Lyon a révélé un grave secret, celui de la lutte intestine qui a lieu dans la société entre la classe qui possède et celle qui ne possède pas ».

Près de deux siècles plus tard, rien n'a changé sur le fond. Ceux qui ne possèdent pas, aujourd'hui, en France et dans le monde, subissent de plein fouet la crise mondiale et insurmontable du système capitaliste parvenu, depuis un siècle, à son stade suprême l'impérialisme. La seule condition qui manque pour en finir avec la barbarie capitaliste, c'est la

conscience ouvrière de millions de travailleurs dont l'avant-garde saura se grouper, le moment venu, en un parti révolutionnaire pour vaincre. Et durablement, contrairement aux Communards de 1871 et aux canuts de 1831 et 1834 dont les défaites ne cessent d'enrichir notre compréhension de la lutte révolutionnaire. C'est ce que rappelait Rosa Luxembourg dans son dernier article, « *L'ordre règne à Berlin* » du 14 janvier 1919, au lendemain de l'écrasement de la « Semaine de Spartacus », lors de la tentative avortée d'insurrection des révolutionnaires allemands.

En réalité, il ne s'agit pas de « commémorer » la Commune ou les luttes des canuts mais d'en faire nôtres tous les enseignements afin de se préparer pour mener à bien les gigantesques combats de classe qui nous attendent et qui ont déjà commencé au Maghreb et au Machrek.

¹⁰ Parmi les nombreux ouvrages que Fernand Rude a consacrés dans la seconde moitié du 20^e siècle aux deux insurrections des canuts lyonnais de 1831 et 1834, signalons « *Les révoltes des canuts (1831-1834)* », réédité en 2007 par La Découverte.

Bernard DANDRE, le 13 juin 2011.



Commune de Paris,

la colonne Vendôme mise à terre par les Communards, 16 mai 1871

Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à **« l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes »**.

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.